

KERPONT :
Des ouvrières
témoignent
(page 5)



Cliché le Peuple Breton / Quenhervé

LE PEUPLE BRETON

2^F
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

**LA FERMETURE
DE TRANSOCEAN
OU
L'EDIFIANTE HISTOIRE
D'UNE USINE-PIRATE**

**LE RAPPORT
POLITIQUE DU 13^e
CONGRES DE L'UNION
DEMOCRATIQUE
BRETONNE** (pages 8 et 9)

LE SCANDALE D'OUESSANT



Photo aérienne le Peuple Breton

NEUUF ans après la marée noire du Torrey Canyon voilà celle de l'Olympic Bravery. Certes, la chose est plus modeste, le pétrolier était vide et la pollution vient des soutes contenant le carburant nécessaire à la marche du navire. Mais la côte d'Ouessant n'est pas belle à voir et le meilleur coin de pé-

che des gars de Molène, Portsall et Ouessant est fichu pour un bon moment. Et le pire dans l'affaire est encore la façon dont ça s'est passé : pour un bateau plein, le scénario n'aurait pas varié. Des notables comme maître Lombard tentent de se refaire une virginité en dénonçant une vague « incurie des

pouvoirs publics » (tiens donc, Maître, tout n'était-il pas prêt à Brest pour faire face à la pollution comme vous l'affirmiez autrefois ?). Mais ces notables comme toujours, éludent les vrais problèmes. Posons-les donc.

QUI SONT LES PIRATES ?

Port d'attache Monrovia, armé par les

héritiers d'Onassis, l'Olympic Bravery, comme le Torrey Canyon, naviguait sous pavillon de complaisance, système de fiction juridique qui permet de sauver des gros sous en échappant à la fiscalité normale, aux lois sociales,

(suite page 16)

Edito

TRANSOCEAN, UN SYMBOLE

TRANSOCÉAN en faillite, « Transocéan occupé », « Transocéan a déposé son bilan » : la nouvelle est tombée le 4 mars et Brest a ainsi appris la déconfiture finale de celui qui avait réussi à incarner symboliquement le patron colonisateur par excellence : Dabaghian. Dabaghian-le-pirate est devenu Dabaghian-le-failli. Et l'on apprend qu'il a 24 millions de francs lourds de dettes !

Il faut revenir (une dernière fois ?) sur cette usine, symbole du sort réservé à la Bretagne par un pouvoir colonial que nous dénonçons depuis 12 ans.

Il y a 12 ans justement, le problème de l'emploi se posait d'une manière déjà cruciale en Bretagne et le mécontentement grandissait dans notre pays. Les notables d'alors (souvent ce sont les mêmes qu'aujourd'hui) attirèrent l'attention des pouvoirs publics sur « l'extrême-Ouest », comme disait Debré. Justement, c'était le temps des De Gaulle et des Debré, l'heureuse époque pour l'U.N.R. Et l'on apprit que Paris avait pris les choses en main : on allait industrialiser la Bretagne, on allait « décentraliser » ! Et l'on vit effectivement arriver quelques firmes, quelques usines. Mais quelles usines et pourquoi venaient-elles en Bretagne.

On n'allait pas tarder à le savoir. C'étaient des usines-pirates (c'est l'U.D.B. qui créa cette expression, à propos de Transocéan d'ailleurs). Caractérisées par le faible coût de leur implantation (peu de machines, pas d'investissement lourd), elles cherchaient avant tout de la main d'œuvre. Et la Bretagne sans emploi en avait : corvéable et pressurable à merci. Les usines-pirates (souvent textiles) recrutèrent du personnel féminin principalement. Or dans ce domaine, la demande était telle qu'elles n'eurent aucune peine à trouver des ouvrières dociles, nombreuses et soumises. De beaux jours s'ouvrirent pour les patrons-pirates : pas de syndicat, des salaires dérisoires, des heures supplémentaires non payées, un personnel embrigadé, sous la garde de chiourmes que l'on recrutait parmi les retraités de l'armée, de la gendarmerie ou parmi les anciens coloniaux.

Les journaux vibraient pourtant de toutes leurs colonnes : les notables locaux, brestoises en particulier, annonçaient comme sûre la création de 1.000 emplois ! Et ce n'est pas l'UDB qu'on écoutait lorsque nous dénoncions le bluff, lorsque nous analysions les mécanismes économiques de la pseudo décentralisation, lorsque nous révélions le scandale des conditions de travail à Transocéan. Les « gens sérieux », c'étaient Dabaghian et son avocat Maître Lombard alors maire de Brest. Et aujourd'hui ? Où est Dabaghian ? Que dit Lombard ? L'UDB n'avait-elle pas raison ?

N'avions-nous pas raison lorsque, dans ces colonnes puis dans le canard enchaîné, Morvan Lebesque prêtait son talent à la défense des ouvrières ? N'avions-nous pas raison lorsque, dès le début, nos militants affrontaient « les gros bras » de l'usine lorsque nous distribuions des tracts à la sortie des travailleuses. Car peu à peu, Transocéan, est devenu le symbole de la colonisation : une usine où règne la terreur (Transocéan = bagne, disaient les inscriptions murales de Brest dès 1970) mais aussi une usine où on trouve des ouvrières, nombreuses, pour défendre le patron, pour refuser le syndicalisme, pour s'opposer aux autres travailleuses. Une usine bâtie à coup de millions, de primes, de terrains viabilisés, d'exonération de patente et de garanties d'emprunts. Une usine qui symbolisait tout à la fois le besoin d'emploi des Bretons (allant jusqu'à accepter ça plutôt que le chômage) et les conditions coloniales que nous préparaient Paris, les notables locaux et les patrons apatrides.

Puis ce fut une longue série de luttes, avec des défaites — des licenciements massifs, illégaux ; de la répression quotidienne — mais aussi avec l'extraordinaire persévérance des syndicats ouvriers qui poursuivaient sans relâche leur tâche d'éducation, de formation et d'action.

Et enfin, l'achèvement du symbole. Dabaghian dépose son bilan. En juin 1975, nous l'annoncions et nous annoncions aussi que le patron-pirate essaierait de faire retomber la faute sur les travailleurs bretons, ce qu'il n'a pas manqué de faire. Et maintenant, que reste-t-il des promesses des notables ? Que reste-t-il des emplois créés ? Que reste-t-il de l'outil de travail (que les ouvrières occupent) que l'on veut brader ? Que reste-t-il des illégalités, des passe-droits, des fraudes ?

Ne croyons pas que Dabaghian a été vaincu. Pour lui, l'épisode brestois est terminé et sans doute positivement. Pour les Bretons en revanche il reste le goût amer de l'injustice, mais aussi l'espoir d'une revanche, sans doute bien plus proche que ne le croient certains.



La vie de l'U.D.B.

**Souscription
permanente
pour le progrès
du « Peuple Breton »**

UN NOUVEAU JOURNAL

Le mois dernier, nous avions lancé un appel : le P.B. "craquait" sous la copie. Faute de place, nous étions contraints de laisser de côté des articles, des informations et des analyses fort intéressants. L'aide que certains d'entre vous nous ont fournie ce mois-ci — et nous les remercions très vivement — ne nous a pas donné (en un mois) la possibilité d'augmenter le nombre des pages du P.B. Et pourtant, à nouveau le problème se pose : à la dernière réunion de la rédaction, nous étions, la mort dans l'âme, obligés d'écarter des collaborations, de renoncer à des reportages (réalisés !). Et nous cédonc même à la tentation de "serrer" notre composition, au risque de rendre le P.B. moins agréable à lire, et peut-être même difficile à déchiffrer pour certains de nos anciens à la vue fatiguée...

Trouvez-vous cela normal ? Nous — au P.B. — une telle situation nous révolte. Quand nous avons vu déferler sur Ouessant, la grande presse professionnelle, avec ses hommes, ses salaires, ses moyens... (pour dire quoi !) nous étions amers et révoltés. Révoltés devant tant d'injustice financière qui retarde les échéances de la libération des travailleurs bretons. Révoltés mais optimistes quand

même : parce que notre tenacité (bretonne !) et votre appui (croisant) nous permettent déjà de rivaliser avec les professionnels, même les dépasser à l'occasion.

Nous vous rappelons que nous pourrions beaucoup mieux : un "nouveau" P.B. est prêt, avec bien des avantages supplémentaires. Pour cela, il nous faudrait trois à quatre millions d'anciens francs de plus (pour la première année). Ce mois-ci, certains d'entre vous nous donneront-ils une partie de cette somme ? Merci, de tout cœur et d'avance, à tous.

12^e liste :

D. Peton, Brest	30,00 F
P.L., Brest	20,00 F
D.G., Montpellier	20,00 F
R.P., Saint-Brieuc	20,00 F
J. Le Bayec, Trignac	20,00 F
J.D., Plœmeur	20,00 F
J.L.G., Marseille	10,00 F
Ichters, Paris	50,00 F
Anonyme, Rennes	1,10 F
Anonyme, Grenoble	10,00 F
J. Piederrière, Colombes ..	70,00 F
J.Y.T., Lorient	5,00 F
F.M., Nanterre	20,00 F
J.F. Kervern, Landada	50,00 F
Mme Rochette, Sarcelles ..	30,00 F
Y.D., Brest	10,00 F
Y.D., 94 Ivry	20,00 F
J.P.B., Paris	20,00 F
Didier S., 78 Thoiry	10,00 F
J.F.L., Plesidy	20,00 F
N. Boudigou, Paris	20,00 F
R. Ballendras, 91 Grigny ..	30,00 F
R.J., Lorient	10,00 F
B.T., 77 St-Thibault	20,00 F
J.Y. Crenn, St-Herblain ..	10,00 F
Mme Trouillet, 92 Boulogne	30,00 F
J.B., Squiffiec	70,00 F
J.P. Cotel, 91 Athis-Mons ..	10,00 F
L. Andouard, Pleherel	20,00 F
Y.R., Angers	40,00 F
J.A., 34 Clermont-L'Hérault	10,00 F
B. Le Mercier, Sarzeau ..	20,00 F
H. Conan, Paris	30,00 F

Total de la 12^e liste 786,10 F
Report des listes préc. 8 350,30 F

Total de « l'année U.D.B. » 9 136,40 F

Nantes- St-Herblain

Après un travail suivi, qui a permis de mener plusieurs activités de front (meeting pour les peuples opprimés d'Espagne, projection pendant 2 soirs du film « Quand tu disais Valéry », réunion publique...) plusieurs adhésions sont venues concrétiser cet effort, renforçant notre potentiel de militants. Ce qui nous a permis de mener à bien cette campagne des cantonales, où notre section fournissait deux candidats, pendant que dans le même temps, nous préparions notre congrès annuel.

Nos lecteurs peuvent, depuis quelques mois déjà, acheter le Peuple Breton dans tous les kiosques de Nantes et des communes environnantes.

Pour prendre contact, écrire à :
Martial Catherine
48, rue des Renardières
44100 Nantes

Pont-L'Abbé

RÉUNION PUBLIQUE A PLONÉOUR

Dans la suite de la tournée des Bonnets Rouges, la section de Pont-l'Abbé a organisé à Plonéour-Lanvern le samedi 13 mars une réunion publique. Le camarade P. Dorval a exposé pendant 1 h 1/2 les positions et la politique de notre Parti, devant une vingtaine de jeunes Bigoudens.

Des questions intéressantes ont été soulevées : sur le fonctionnement de l'U.D.B., l'industrialisation, le nucléaire, nos rapports avec la gauche française.

Des abonnements à notre presse ont été réalisés et le cercle de nos sympathisants actifs s'est élargi. D'autre part la section qui vient de se renforcer, continue patiemment son travail de « routine », collage, vente à la criée, au porte à porte.

LES CANTONALES EN BRETAGNE



MELOU: 11,17 %



ROUGER: 7,85 %



KERVOAS: 6,56 %



LE GRILL: 6,32 %



MORVANNOU: 5,48 %

Le Huelgoat	: Marie-Hélène Melou	11,7 %
Rennes	: Yves Rouger	7,85 %
Lannion	: Loig Kervoa	6,56 %
Auray	: Pierre Le Grill	6,32 %
Brest	: Fanch Morvannou	5,48 %
Morlaix	: Andrew Kornnet	2,64 %
Le Faouët	: Erwan Evenou	2,59 %
Guérande	: Aldrig Russon	2,45 %
La Chapelle/Erdre	: Alan Tassel	2,41 %

LES RESULTATS DE NOS NEUFS CANDIDATS

ET LA BRETAGNE ?

Les 9 candidats U.D.B. auront eu le mérite et la lourde responsabilité d'être parmi les rares hommes politiques à parler franchement. Partout où ils ont été présents, les autres candidats de la gauche ont dû préciser leurs positions et tenir compte du fait breton.

AU HUELGOAT

Notre candidature, face à un homme aussi connu localement qu'Alphonse Penven, pouvait tenir de la gageure ou de la provocation. Il n'en était rien : présenter Marie-Hélène Melou, c'était viser, avant toute autre chose, à développer nos idées, à combattre la politique du pouvoir et à décrire les solutions de notre parti dans un secteur où son implantation devient réelle.

11,17 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du canton, 18 % dans la seule ville du Huelgoat où nous précédonc le P.S., plus de 20 % à Locmaria-Berrien, voilà de quoi, sinon pavoiser, du moins se réjouir.

Au delà de ces calculs restant, et c'est là l'essentiel, ces centaines de personnes que nous avons rencontrées au cours de nos réunions ou lors des « porte-à-porte ». Que de sympathie, que d'intérêt chez ces gens qui, pour certains d'entre eux nous découvraient pour la première fois. Les idées de l'U.D.B., loin de choquer sont de mieux en mieux acceptées et de plus en plus approuvées. La clarté de nos positions, l'honnêteté de notre propagande, la précision de nos attaques nous permettent de penser que nous avons eu affaire à un électeur convaincu, qui a su voir les solutions originales que nous apportons.

Sauf au Faouët, les pourcentages des candidats de l'U.D.B. sont partout en hausse, et ils atteignent des chiffres tels que nos candidatures ne peuvent plus être taxées de marginales. Qu'on les compare aux 4,8 % de Gaston Defferre contre Pompidou, ou aux 2,7 % d'Arlette Laguillier, qui furent pourtant signalés comme remarquables.

Marie-Hélène Melou dépasse largement les 10 % dans cette Bretagne centrale qui se dépeuple de manière dramatique ; Yves Rouger contribue à faire battre Fréville, comme René L'Hostie, il y a trois ans, avait largement permis de déboulonner Lombard ; Fanch Morvannou, avec 5,5 % des voix à Brest-Centre, dans un quartier où nous ne jouions pourtant pas la facilité fait plus que doubler les voix de liste U.D.B. aux dernières municipales (2,5 % dans les mêmes bureaux de vote). Loig Kervoa et Pierre Le Grill réussissent d'entrée des percées assez remarquables à Lannion et à Auray. Incontestablement, dans ce type d'élection où nulle propagande massive par la télévision ou les autres mass-média ne vient fausser la démocratie locale, l'U.D.B. apparaît comme une force non négligeable. Mieux, elle fait figure de parti crédible, elle fait figure de parti d'avenir.

J.-J. M.

LES CANTONALES EN BRETAGNE TOUJOURS LES NOTABLES

Hormis le changement de majorité au conseil général des Côtes-du-Nord, les cantonales des 7 et 14 mars 1976 n'ont, à écouter la radio, rien changé au tableau politique ment sa position dominante. Il peut breton. Une masse impressionnante de notables a conservé facilement sa position dominante. Il peut s'agir de « parachutés » de la quatrième république (Dienesch à Plouguenast, Bonnet à Belle-Ile) ou de la cinquième (Bourges à Dinard, De Bennetot à Brest, Guichard à Guérande, Guerneur à Douarnenez), ou encore de notables bretons, tels Du Halgouet à Josselin, du Boisbaudry à Males-terroir, Cressard à Rennes, dont la réélection semble n'avoir été, comme à l'habitude, qu'une formalité. A lire les gros titres de la presse ouestonne, la vague de gauche qui s'est faite sentir un peu partout dans l'hexagone n'aurait été, chez nous, qu'une simple rumeur, limitée aux grandes villes. Pire, de nouveaux notables, « qui-ne-font-pas-de-politique » et appuient la majorité présidentielle ont réussi à se faire élire, tel Le Cozannet à Tréguier, Blévin à Grandchamp, Le Formal à Belz, Le Masne à Nantes, Fiche à Scaër, Hourmant à Châteauneuf-du-Faou, Duval à Antrain. Une vingtaine de replâtrages de ce genre ont été réussis en Bretagne au cours de ce scrutin.

POUR LA 1ère FOIS, UN VOTE VRAIMENT POLITIQUE.

Ces constatations ne sont heureusement pas les seules. Depuis 1952, les conseils généraux bretons sont des assemblées de notables beaucoup plus à droite que ne l'est la population lors des scrutins législatifs. Le paravent des intérêts locaux, le souci d'avoir un élu influent qui saura obtenir de menues faveurs est pour beaucoup dans ce vote d'assistés qui caractérise les Bretons et bien d'autres citoyens de l'Hexagone.

La grande nouveauté du scrutin du 7 mars, c'est que beaucoup

d'électeurs ont décidé de voter politiquement, non pour le personnage qui paraît rendre le plus de service, mais pour celui qui s'oppose le plus fermement à la politique du pouvoir. Aussi, les résultats des cantonales se rapprochent beaucoup de ceux des législatives et des présidentielles en ville et les dépassent souvent à la campagne, comme le montre le tableau suivant :

Gauche 1er tour		
22 56,6 %	29 48,7 %	35 42,3 %
44 43,4 %	56 45 %	BZH 47,5 %

Si l'on se souvient des pourcentages de la gauche en Bretagne en 1973 (37,5 %) et en 1974 (43 %), la progression est spectaculaire, même si seulement la moitié des cantons bretons a voté et si le réflexe de panique qui déplace les abstentionnistes et les fait voter à droite n'a pas joué, la télévision n'ayant pas dramatisé le scrutin pour le 1er tour. Ainsi, hormis des cantons ruraux où les militants de gauche sont rares, la poussée de gauche est très vigoureuse dans toute la Bretagne. Les pourcentages la traduisent mieux que le nombre d'élus, faussé par le scrutin majoritaire : la gauche gagne ainsi 18 sièges dans les cinq départements bretons.

Le changement peut paraître minime pour plus de 220 cantons en Bretagne, mais l'examen de détail montre qu'il est profond.

LES VILLES

La poussée de gauche est sensible dans les grandes villes bretonnes : Rennes donne l'exemple le plus frappant, avec les défaites de Fréville, président du conseil régional d'Ille-et-Vilaine, à Rennes Nord-Est, où la gauche obtient 56,1 % dès le 1er tour, grâce à la poussée du P.S. et à l'importance du vote U.D.B. (7,8 %). Résultat encore plus net à Rennes Nord-Ouest (59,9 %) et Sud-Ouest (67,4 %), tandis qu'au centre-Sud quartier moins populaire, la gauche atteint 53 % au 1er tour et bat le notable centriste Garnier

au second. Au total, 4 cantons rennais sur 5 passent à la gauche. A Nantes, le centre reste à la droite (2 cantons), mais dans la périphérie et la banlieue, la gauche emporte ou conserve 5 cantons, et écarte le député U.D.R. Macquet. A Lannion, les trois candidats de gauche, dont notre camarade Loig Kervoa réduisent la droite à 38 % au 1er tour, malgré l'appui du sénateur-maire Marzin, qui menaçait de ne plus défendre le canton si son ami giscardien n'était pas élu. Guingamp, St-Brieuc-Sud, Quimper ont nettement manifesté leur opposition au pouvoir, elles aussi.

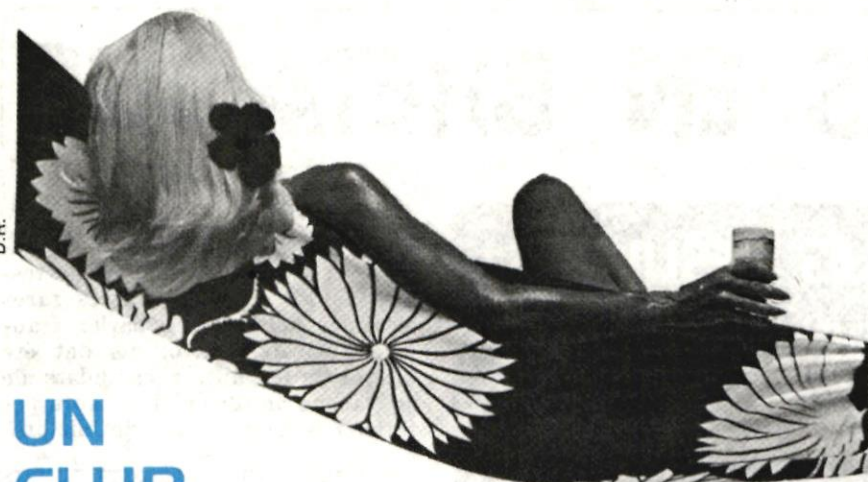
DIVERS DROITES...

L'Humanité (de même d'ailleurs que le « Monde ») a curieusement annoncé les résultats de notre parti. Si pour le grand quotidien de la bourgeoisie éclairée ils sont tantôt simplement U.D.B. ou pudiquement « régionalistes » pour le journal du P.C.F., les qualificatifs sont plus variés. Cela va de : U.D.B. (Morlaix, Brest) aux « divers gauche » (Auray), en passant par les « autonomistes » (Lannion, Huelgoat) et même jusqu'aux « divers droite », à Rennes, où les voix de notre camarade Rouger sont tout bonnement additionnées à celles du... Jober-tiste !

On sait bien qu'on est une union, camarades, mais quand même, il ne faut pas abuser ; d'autant qu'au second tour, il y a des voix « autonomistes » qui furent bonnes à prendre !

LES CANTONS RURAUX

Hors des villes, plusieurs cantons ruraux ont opté pour la gauche, après des années de soumission à la droite. Baud, Cléguérec, Lézardrieux, Monfort/Meu, Allaire, Bouaye (banlieue nantaise), Quintin, Collinée et Broons s'ajoutent à la liste des cantons de gauche. Dans beaucoup d'autres, on assiste à une forte progression de la gauche : à Tréguier, Pléneuf, Landerneau, Pouldiry, Retiers, Males-terroir, La Gacilly et Elven, la gauche qui partait parfois de très bas, réalise des progressions spectaculaires.



UN CLUB MÉDITERRANÉE A TREBEURDEN ?

Trébeurden 3 000 habitants, est un bel exemple du sort réservé aux plus beaux sites maritimes bretons par une bourgeoisie avide et à courte vue, par des municipalités soucieuses de plaire aux touristes et aux riches. C'est l'une des rares communes de la côte tréborroise à n'avoir pas construit de pavillons-H.L.M. Les hôtels ont été vendus par appartement comme résidences secondaires alors qu'il aurait été possible de les aménager en logements sociaux. Les jeunes de Trébeurden qui travaillent à Lannion ne trouvent donc pas à se loger et s'en vont. Le tourisme de luxe a rendu les terrains

chers et beaucoup de propriétaires préfèrent louer 3 mois l'été aux touristes plutôt que l'ensemble de l'année aux gens du pays. De plus en plus, le centre de la commune est mort 9 mois sur 12 : beaucoup d'immeubles y sont fermés, la vie sociale est réduite. Beaucoup de retraités modestes, originaires de Trébeurden, doivent aller ailleurs tant le coût de la vie y est élevé, surtout l'été quand les prix montent. Belle réussite alors qu'il y a 50 ans, la pêche, une conserverie, l'agriculture et l'artisanat constituaient un ensemble économique complet, dans lequel un tourisme « léger » pouvait

s'insérer sans dommage. Depuis, les résidences secondaires, les routes goudronnées ont envahi la côte. Il existe 3 kilomètres de presqu'île sans descente piétonnière. Les promoteurs ont sans doute réussi de belles opérations mais la population locale a fait les frais de ce tourisme.

Ce n'était sans doute pas assez : on projette de faire de Trébeurden un « port d'équilibre », comme dit le schéma d'aménagement du littoral, une sorte d'énorme base nautique de plaisance. Le budget municipal croule déjà sous les emprunts dus aux investissements touristiques. Quant à l'été, c'est l'asphyxie, la congestion généralisée. La population locale se réfugie à la grève de Porz-Mabo, qui seule est restée familiale.

UNE DECISION QUASIMENT CLANDESTINE :

Au cours de la séance du conseil municipal du 14 février, les conseillers ont eu à se prononcer sur une demande de certificat d'urbanisme pour la vente du terrain de camping d'« Armor Loisirs », en vue d'y construire des bungalows. « Cela va créer des emplois et développer le commerce », c'est pour un village de vacances, tels étaient les arguments du maire en faveur du projet. On devait apprendre incidemment que l'acheteur n'était autre que le Club Méditerranée, qui tente là sa première percée en Bretagne. Rien à voir avec le tourisme social, avec un quelconque contrôle de la population sur cette activité.

SILENCE, LES PAUVRES, VOTRE PAYS EST A VENDRE :

On sait pourtant qu'un Club Méditerranée, créé avec des capitaux extérieurs à la Bretagne (bien sûr, puis-

que ça rapporte !) vit en cercle fermé, avec son ravitaillement centralisé, ses propres installations, ses magasins et même sa monnaie. Les bénéfices sont exportés. Le « touriste » ne vient pas pour connaître le pays et ses habitants, mais pour retrouver les services, les distractions, l'ambiance du « club ». La Bretagne n'est plus que le décor, comme le Sénégal, la Tunisie ou la Martinique. Dès lors, le « club » peut étendre ses installations, expulser les « indigènes » : le « club » d'Assinie (Sénégal) ne s'est-il pas emparé de 6 kilomètres de plage, entre lagune et océan, détruisant au passage un sanctuaire local. Promettra-t-on chez nous comme au Sénégal, « le folklore magique et l'hospitalité des villages africains » (bretons). Et puis, « orchestre, danse, jeux, night-club, soirées-club... promenades en brousse, causeries sur le pays, salon de coiffure et boutique club », comme l'annonce le catalogue 1976 du Club Méditerranée (1) ? Sans compter les « promenades équestres » dont le parcours semble déjà prêt, ou les « soirées folkloriques », où les jeunes bretons pourront, en se déguisant, gagner quelques centimes... Est-ce cela que les Bretons veulent chez eux ? Même pour le commerce local, ne valait-il pas mieux avoir un simple terrain de camping, plus familial et plus démocratique ? La population a quelques semaines pour répondre, même si, une fois de plus, les notables ne lui ont pas demandé son avis.

Section U.D.B. de Lannion.

(1) La vente de ces vacances Trigano-Rotschild est assurée par l'agence Havas, dont l'Etat français est le principal actionnaire. Une semaine en « village-club » de la Martinique coûte 4 130 F pour une personne.

SAINT-HERBLAIN :



Cliché Le Peuple Breton

Trois semaines de grève totale à « L'ELECTRONAVAL »

Nous savons très bien que l'action menée à la S.E.N. n'est pas un cas isolé, mais il fera connaître un épisode, parmi tant d'autres, de la lutte des travailleurs de la région nantaise pour sauvegarder leur pouvoir d'achat malgré un contexte, jamais égalé jusqu'ici, de chômage (28 000 personnes sans emploi) dont voudrait bien se servir un patronat sans scrupules pour faire taire les revendications.

Le lecteur nous pardonnera de lui faire grâce des détails. Les faits sont présentés comme nous les avons vécus, EN TANT QUE DELEGUES DU PERSONNEL, à la pointe du combat dans un coude-à-coude C.G.T. et C.F.D.T. qui a fait réfléchir la Direction.

UNE USINE AVEC « FIL A LA PATTE »

Le contraire aurait été étonnant dans cette empoignade où les entreprises, comme des pions, passent entre les mains des uns avant de passer entre les mains des autres, dans une valse réglée par l'appât du gain et la soif de puissance. La « Société Electro-Navale » de Nantes-Saint-Herblain est une boîte spécialisée dans l'équipement électrique et industriel. Elle emploie 250 personnes. A la suite d'une faillite due à une mauvaise gestion, elle a été rachetée par le groupe Saunier-Duval en 1969.

L'ARBITRAIRE PATRONAL

Le 1er novembre 1975, la Direction décide de réduire l'horaire hebdomadaire à 40 heures, sans compensation même partielle. Le personnel ouvrier et mensuel subit donc de ce fait une perte de l'ordre de 7,5 % par mois. Ceci est intolérable, car d'autres entreprises de la métallurgie nantaise, au sein même du groupe Saunier-Duval, ont obtenu des compensations alors qu'elles se trouvent dans une situation moins favorable. La S.E.N. fait la sourde oreille à nos demandes.

Elle nous mène en bateau jusqu'au 26 janvier 1976 pour nous annoncer ce jour-là en réunion de Comité d'entreprise, qu'elle entend imposer le retour à un horaire de 42 h 30, heures supplémentaires en plus, à partir du 1er février 76, sans nous garantir la durée de ce nouvel horaire. Si la charge de travail est moins importante, ce sera de nouveau les 40 heures.

UNE REACTION OUVRIERE A 100 %

Ce second coup de janvar dépasse les bornes. Donc ce 26 janvier, nous faisons savoir que nous cessons le travail pour obtenir :

a) la compensation des heures perdues, depuis le 1er novembre, de par la volonté patronale.

b) le retour à un horaire sans diminution de salaire de 41 heures, comme première étape vers les 40 heures ;

c) le paiement de l'équivalent des 0,75 % d'augmentation du taux de Sécurité Sociale ;

d) le paiement des heures de grève dont la Direction porte l'entière responsabilité.

Le personnel, justement indigné, effectue un arrêt de travail unanime et entend le continuer jusqu'à la satisfaction de ses revendications. Pourtant la Direction adopte une attitude intransigeante et refuse toute négociation, conformément, bien entendu, aux consignes du C.N.P.F. et de l'U.I.M.M. (Patronat de la Métallurgie).

LA NECESSITE DE L'EPREUVE DE FORCE

Après une absence VOLONTAIRE du patron pendant deux jours, nous demandons l'intervention de l'Inspecteur du travail. Celui-ci propose une réunion dans les locaux de l'Inspection. La Direction bloque les discussions avec, comme prétexte, la présence de représentants syndicaux C.F.D.T. et C.G.T. de la métallurgie nantaise qu'elle ne veut pas accepter.

Nous constatons, une nouvelle fois, que le patronat veut engager l'épreuve de force en misant sur l'usure de la grève. Toutes les réunions suivantes se soldent par des refus successifs. Mais nous tenons le coup. Nous sommes déterminés à tenir avec d'autant plus de résolution que les années passées, rien n'a été gagné sans la menace d'un front puissant. Dans cette perspective, nous lançons un appel à tous les métallos nantais. Le mercredi 11 février des délégations viennent manifester avec nous.

AMORCE D'UN RECUL DIRECTORIAL

Le soir même de cette journée, le patron donne signe de vie. Il accepte de nous recevoir. Un pas est franchi, mais il est insuffisant. Car on nous propose :

a) un horaire de 45 heures auquel viendraient s'ajouter des heures supplémentaires du fait du retard des livraisons ;

b) une prime de 150 F ;

c) une demi-heure de réduction d'horaire au 1er novembre... 1976 sans diminution de nos rémunérations ;

d) le reste des ponts à récupérer sera considéré comme soldé.

Le personnel refuse ces propositions et, par un vote à bulletins secrets, reconduit la grève à une très large majorité. Le jeudi 12, notre patron est de nouveau... absent.

NOUVEAU RECUL DIRECTORIAL

Le 13, nous demandons à nouveau l'intervention de l'Inspection du travail. La réunion a lieu à la S.E.N. Devant l'attitude ferme du personnel, la Direction cède du terrain :

a) horaire de 45 heures annulé ;
b) garantie de 42 h 30 jusqu'aux vacances (juillet) ;
c) prime de 250 F ;

d) la demi-heure accordée le 11 sera applicable avant, s'il y a nécessité de réduire le temps de travail après juillet.

Comme il faut bien plastronner un peu, la Direction fait du zèle et nous fait part de ses projets. La prime de vacances entre autres, sera amputée du fait de la grève... Notre opposition déterminée l'oblige à lâcher : la prime restera intacte.

Par ailleurs, nous obtenons des aménagements non négligeables :

— aucune heure supplémentaire ne sera imposée ;
— la durée des congés n'est pas modifiée ;

— les heures de réunion, durant le conflit seront payées aux délégués (qui, bien entendu, reverseront la somme dans la caisse de grève) ;

— les 0,75 % de perte de pouvoir d'achat due à l'augmentation du taux de cotisation à la S.S. sont mis à l'ordre du jour de l'accord d'entreprise en fin avril.

UN BILAN POSITIF

A l'issue de cette entrevue, la reprise du travail est décidée par le personnel.

Bien sûr, financièrement, ce n'est pas une grande victoire. Nous avons eu cependant la satisfaction de faire reculer un homme décidé à ne pas bouger d'un pouce. C'est une brèche ouverte dans le mur patronal de la métallurgie nantaise. C'est en cela que notre combat rejoint celui de tous les travailleurs. Unis dans l'action, nous mettrons en échec la politique anti-sociale de la bourgeoisie et du gouvernement. Nous voudrions que tous soient d'accord avec nous pour reconnaître que cette politique est un aspect du système capitaliste qui s'exerce aussi sur le plan administratif (centralisme parisien, pseudo-Pays de Loire) sur le plan culturel (contenu des programmes scolaires, loisirs, arts populaires, etc.), car tout cela est nécessaire à l'exploitation des hommes. Tous ensemble dans la lutte des travailleurs nantais, tous ensemble dans la lutte des travailleurs bretons, tous ensemble dans la lutte des peuples de l'Hexagone !

Bernard Bachelier
et Denis Dupont.

A KERPONT, LES OUVRIÈRES DE CHEZ CHANTELE : "ON VEUT TRAVAILLER CHEZ NOUS"

Lorient, février 1976. La zone industrielle de Kerpont ressemble à un cimetière économique avec ses plaques indiquant autant d'entreprises disparues : une des dernières en date, la S.O.G.E.M.A.T. Restent encore en activité la S.B.F.M., les P.T. et "CHANTELLE". Chez "CHANTELLE", on est en grève depuis le 11 février et la grève ne semble pas encore en voie d'aboutir.

Une ouvrière rappelle la fermeture des Forges d'HENNEBONT et l'action de ses ouvriers. "Là, aussi, ils ont voulu les envoyer ailleurs ! Ils ont voulu les faire partir de chez eux. C'est pour ça qu'il y a eu du travail sur Kerpont. Ce sont tous les enfants ou une bonne partie des enfants de ces ouvriers des Forges qui travaillent ici".

Beaucoup sont des jeunes sortant de l'école et qui n'ont pas trouvé de travail dans leur spécialité. "Je voulais devenir infirmière. Les écoles fermaient. A Bodelio, on en a pris deux. J'avais écrit à Nantes, ça fermait. Autrement, il fallait partir sur Paris. Ça n'intéressait pas tout le monde, bien sûr". "Partir, reprend une autre, toujours partir. Nous, on ne veut pas quitter chez nous et on ne veut pas que nos jeunes quittent chez nous". De ces jeunes, certaines sont allées jusqu'en seconde, en première-secrétariat au Lycée Colbert, en B.E.P. industries de l'habillement. Une est même bachelière : "J'ai eu des difficultés pour rentrer. Ils ne voulaient pas me prendre étant donné que j'ai mon bac, que je n'ai pas trouvé de boulot sur mon métier, que mon mari est à Lorient. J'ai un bac de bio-chimie que j'ai passé il y a deux ans".

Elles sont là, toutes ensemble, en grève depuis plus de dix jours



Cliché le Peuple Breton / Quenehervé

mais gaies dans cette cantine de l'usine qu'elles occupent du matin au soir. "On a appris à se connaître entre nous. Vraiment c'est formidable parce que jamais on n'aurait pu se connaître en restant à l'intérieur". "On n'avait pas le temps !"

Le temps ! Maître-mot du travail à la chaîne. En effet, si pour un travail ordinaire la journée est de 8 heures de présence physique, pour les ouvrières du textile la journée est de 480 mn de production. En un mot, on peut très bien devoir 8 h 30 ou plus de fatigue dont il ne vous sera comptabilisé que 8 h, celles du rendement. "Moi, je fais les 196 et les 197. Pour les 197, les temps sont beaucoup plus bas alors qu'il n'y a pas de différence. J'ai 22 mn pour faire un 197 et 26 pour faire un 196 — faire un bac de 40 articles. Ça fait 80 bonnets dans le bac — C'est exactement les mêmes alors qu'il y a 4 mn de différence ! 4 mn !... A la fin de la journée, calculez combien de bacs il faut faire en plus !" Les ouvrières ont 8 mn par heure pour les réparations (prises sur le temps de travail),

nettoyages... ou, tout simplement pour respirer un peu. 8 mn plus que théoriques. Il est presque impossible de s'arrêter sans se trouver au-dessous du rendement à la fin de la journée. Autrement, les ouvrières disposent de 10 mn le matin et 10 mn le soir (prises sur le rendement) pour aller boire ou se rendre aux toilettes. 20 mn donc qui échappent totalement au contrôle de la direction. Néanmoins, il arrive qu'on vienne rappeler le personnel dans les W.C. !

Jusqu'à ces derniers jours, les contrôleuses elles-mêmes n'échappaient pas au temps. Leur travail : vérifier les coutures et finitions des slips et soutiens-gorge produits à la chaîne. Elles ignorent le matin combien de paquets elles vont pouvoir contrôler dans la journée. Tout dépend de la qualité du travail produit par les ouvrières, ce jour-là. Bien qu'elles n'aient pas de rendement à donner, elles ne recevaient pas toutes le même salaire !

Les conditions de travail sont difficiles, les crises de nerfs fréquentes, les dépressions nerveuses non moins fréquentes. "Je porte des lunettes depuis le début de l'année. J'ai des "fils" dans les yeux et ça provient de ce que je faisais. Une heure, je piquais sur du blanc, une heure, je piquais sur du noir". Les trois-quarts des filles portent des lunettes depuis qu'elles sont là. "La vue ne converge plus, dit une contrôlease. Arrive un moment, vous avez votre article et vous voyez dans le vague". A court terme, chacune d'entre elles devra avoir recours à la rééducation optique. A long terme, elles sont guettées par l'incapacité de travail. "Au tout début que j'étais là, on me disait : "Ne t'en fais pas, regarde les autres. Elles font comme une machine ! Comme une machine !... Je ne veux pas devenir une machine !"

Dans ces conditions, pourquoi travaillent-elles ? Dans la majorité des cas, le salaire du mari est insuffisant pour subvenir aux besoins de la famille. Salaire moyen

à la chaîne : 1 300 F et des bulletins incompréhensibles. Certaines n'ont que ce seul salaire et un enfant ou deux à charge. La femme que la direction veut licencier appartient à cette dernière catégorie. Où ira-t-elle vivre ? Un logement en H.L.M. valant 300 F, la garde d'un enfant 300 F, vit-elle déjà ? Et pourtant 50, dehors, attendent sa place. "Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de débouchés en Bretagne. On y revient toujours à ces débouchés en Bretagne". "Il y a un moyen de s'en aller, dit la direction". "Mais, ici on est chez nous ! Pourquoi, on s'en irait, nous ? On n'a pas à s'en aller ! A ce moment-là, nous on s'en irait et tous ceux-là viendraient chez nous et prendraient tout ce qu'on a de bien. Moi, je suis pas d'accord. Ici, on est chez nous. On veut travailler chez nous et vivre chez nous."

Chez nous, la mn coûte à la direction 0,50 F tandis qu'en pays sous-développé, elle lui revient à 13 centimes ! "Le directeur nous a fait comprendre : on devrait être contente d'avoir du travail ici puisque s'il voulait — et c'est ce que font d'autres entreprises — dans les pays sous-développés, il peut faire faire la même chose en donnant beaucoup moins de salaires".

Puisqu'il faut travailler et qu'à Lorient c'est leur seule possibilité d'emploi, ce travail elles voudraient même le faire mieux. "A l'école, ce qu'on nous faisait faire, c'est une robe de chambre en un mois et demi. On arrive ici, on nous donne un bac à faire en une demi-heure. Là-bas, on nous apprenait la qualité mais pas la quantité".

Or, après l'usine, il y a ce qui reste de la vie : quatre heures de travail à la maison, repas, enfants, mari, ménage. La maladie, la vie familiale, il faut l'oublier à la porte de l'usine. Quand on revient de congé de maladie, on a du mal à faire son pourcentage. C'est le cas de l'ouvrière que la direction veut licencier. Il faudrait, dit quelqu'un, faire visiter une usine aux élèves qui passent le C.A.P. couture en 1ère année de C.E.T., pas en 3ème année. En première année, elles peuvent changer si elles veulent.

Mais, là, qui peut changer ? "J'ai un garçon. Il apprend l'électronique. Il y a des moments quand je le vois se donner comme ça, j'ai mal au cœur parce que je me dis : Est-ce qu'il ne va pas être déçu quand il va arriver dans la vie ?... Je trouve que c'est dégoûtant !"

Puis, elles reparlent de leur grève, des 500 ouvrières de l'usine de Nantes qui se sont mises, elles aussi, en grève pour les soutenir. Elles pensent qu'elles gagneront. De toute façon, "ce qu'on a gagné qui est le plus formidable, c'est On va mieux se comprendre. Ce sera certainement mieux".

propos recueillis
par Jeff Falmor

CHIFFRES POUR UN COMBAT

Des chiffres, et des citations, ce mois-ci :

« La région, c'est le pays où l'on sent « entre soi », dont on reconnaît, venant d'ailleurs, le paysage et les contours. La région, c'est une trame de relations, une communauté de mœurs »

Connaissance des Pays de Loire, avril 74.

« La diversité des Pays de Loire, loin d'être un manque d'unité est au contraire l'une de ses vraies richesses »

Vincent Ansquer, avril 74.

La diversité, qu'on en juge !

Le chômage a régressé en Pays de Loire pendant le mois de janvier passant de 47 881 à 47 098 ; avec ces chiffres par département :

Sarthe	9 229	chômeurs	(— 7,2 %)
Maine-et-Loire	8 557	chômeurs	(— 4,8 %)
Mayenne	3 163	chômeurs	(— 3,1 %)
Yendée	6 164	chômeurs	(— 0,6 %)
Loire-Atlantique	19 985	chômeurs	(+ 1,9 %)

(Chiffres : Ouest-France du 19-02-76)

LA SOLIDARITÉ BRETONNE

A la date du 26 mars, il y a encore six Bretons en prison, sans aucune justification d'enquête et même dans certains cas sans inculpation réelle ; on mesure jusqu'où va, en France, le mépris des droits de l'homme ! Mais, à la même date, vous êtes plus de 4 000 à avoir signé la pétition organisée par l'U.D.B. pour demander la libération des prévenus et la fin des procédures « judiciaires » devant la cour de sûreté de l'Etat français. Vous nous avez versé aussi plus de 5000,00 F que nous avons transmis à » Skoa-

zell Vreizh » pour aider à la défense des détenus ou à l'amélioration de leur ordinaire en prison. Il faut continuer ce nécessaire effort de solidarité bretonne. Car le sort de nos compatriotes est parfois tragique. Ainsi Pierre Loquet est en prison depuis le 4 août dernier, il y a donc 8 mois ! Son état de santé — précaire lors de son arrestation — s'est considérablement aggravé. Il demande (en vain) à être examiné et soigné sérieusement. En février dernier il écrivait au médecin-chef des prisons : « Quand je pense à mon cardiologue qui m'avait recommandé une vie cal-

me, sans soucis, alors que ma famille se bat journalièrement pour survivre ; que je constate les injustices à mon égard ; on libère, on a libéré des personnes inculpées pour des motifs plus graves que le mien, qui ont la chance d'être en bonne santé, alors que moi... » Notre camarade Russon qui est allé lui rendre visite à la prison nous écrit aussi : « En tant qu'employeur, Pierre Loquet n'a pas cru adopter nos thèses. Il a été mon adversaire électoral. Mais je pense qu'il a évolué à notre sujet... C'est un sincère. » Et effectivement, depuis la prison Pierre Loquet et ses cama-

rades se prononcent nettement (ce qui n'est pas sans courage !) contre « le capitalisme » et pour « un véritable socialisme à visage humain »... Ainsi les geôles du pouvoir centralisateur unifient-elles les victimes de la répression. Nous qui avons la chance d'être libres, soyons aussi unis dans la solidarité humaine (1).

(1) Pétitions, chèques, lettres aux détenus, sont à adresser au Peuple Breton, B.P. 304, 29273 Brest Cédex. Nous tenons également à votre disposition des feuilles de pétition.

5^e LISTE

Nous, soussignés, demandons solennellement :

- la libération immédiate de tous les Bretons actuellement emprisonnés pour des motifs politiques ;
- la fin immédiate des procédures judiciaires exceptionnelles actuellement en cours.



Le Peuple Breton / Fulub

AZZOUG, 75 Paris
LA POUDGE, 75 Paris
COZIC, 78 Achères
BUI, 75 Paris
LABBOZ, 75 Paris
M.-F. VILLENAVE, 75 Paris
CHOCAT, St-Denis
CELLIER, St-Denis
R. LE VIAVANT, Levallois-Perret
M. LE BRAS, 75 Paris
BARON, 75 Paris
R. MAHE, 75 Paris
MICHAILLAT, 75 Paris
PAVIOT, 75 Paris
G. DIBOU, 75 Paris
J.-Y. LE BERRE, 75 Paris
G. MEYER, 75 Paris
F. GOSSELIN, 53 Laval
A.H. LE TESSIER, 92 Montrouge
M. LAVIGNE, 93 Gagny
O. RIGOR, 75 Paris
C. BELIGAUD, 78 Versailles
G. QUENTIN, 78 Sartrouville
P. DUMUTTE, Ermont
P. MAINCENT, 35 Rennes
B. L'HERMEY, 78 Sartrouville
M. TOMAT, 75 Paris
M. TREHIN, 95 Sarcelles
J.-C. PETIT, 94 La Varenne
GIORGI, 94 Reuilly
CAROL, 78 Verneuil
MERCIER, 75 Paris
C. OUVREARD, 75 Paris
H. CADOUILLAN, 56 Vannes
THEREAU, 53 Laval
HALLE, 53 Laval
D. ROQUET, 53 Laval
S. RECID, 53 Laval
C. DUROY, 53 Laval
J.-M. FLOCH, 49 Angers

TREMORIN, 35 Rennes
LE GUERDONNEC, 35 Dinard
A. PINVIDIC, 29 Landerneau
J.-Y. MOUTON, 35 Saint-Malo
C. QUERREC, 22 Plouaret
J. LE MEUR, 22 Plouaret
K. PENKERC'H, 29 Tréméven
J.F. MOURAUX, 56 Ploërmel
G. ADAM, 28 Chartres
LE DEVEHAT, 28 Chartres
POUPARD, 28 Chartres
BANTEL, 28 Chartres
OURY, 28 Chartres
PIGOIR, 28 Chartres
TREGUER, 35 Saint-Malo
BAUDIC, 35 Saint-Malo
LODIN, 35 Dinard
COUANON, 35 Saint-Malo
BRAULT, 41 Blois
CARATY, 37 Bléré
M. GUILLOIS, 22 Saint-Brieuc
R. MARSAC, 35 Redon
C. LEBRUN, 44 Le Croisic
M. BLANCHARD, 44 Le Croisic
J.M. LE PAPE, 44 Le Croisic
J. LHERITIER, 44 Saint-Nazaire
A. VION, 44 Nantes
P. VION, 78 Houilles
G. HERVOUET, 44 Vertou
A. DOUILLARD, 85 Moulleron-Le-Captif
B. DOUILLARD, 85 Moulleron-Le-Captif
DURAND, 29 Brest
SICHEZ, 29 Brest
COURTE, 29 Brest
KERMARREC, 29 Brest
OMNES, 29 Brest
LE GUEN, 29 Brest
LE JEUNE, 29 Brest
DELAGNEAU, 29 Brest
A. LE FOLL, 95 Argenteuil
P. THOME, 14 Saint-Sever
G. THOME, 14 Saint-Sever
M. RIVAL, 50 Villiedieu
M. LEMONNIER, 22 Dinan
P. BARBE, 14 Caen
P. BARTISSOL, 50 Saint-Lo
J.L. VAN LANDEGHEN, 50 Pontorson
M. LE BOT, 50 Bréville-sur-Mer
P. CARDINAL, 14 La Braverie
A. MAHE, 14 Vire
J. MAHE, 14 Vire
P. JEAN, 14 Vire
DESRUES, 92 Malakoff
JEULAND, 92 Malakoff
REVILLON, Paris
KOTANI, Paris
CHARNAY, 69 Tartare
MORITA, Paris
KERVILLA, 85 La Roche-sur-Yon
DE KERMADEC, 56 Lorient
P. DORVAL, 56 Larmor-Plage
A. DORVAL, 56 Larmor-Plage
M. ANDRO, 56 Lorient

I.S. HAINES, London
M. KEEN, Richmond
P. O' CONCHUIR, London
R.G. WILLIAMS, London
A.M. RICHARDS, London
W.T. MORGAN, London
G.B. REES, London
O. WILLIAMS, London
P. CHAMBERN, London
R. GRIFFITHS, Bangor
A. BEYNON, Pays de Galles
D. SEALE, London
J.R. HUMPREYS, London
Signatures transmises
par le Plaid Cymru
de Londres

J. RADENAC, 91 Bures-sur-Yvette
F. RADENAC, 91 Bures-sur-Yvette
T. PICHON, 91 Bures-sur-Yvette
J. ETRILLARD, 91 Bures-sur-Yvette
A. PICHON, 91 Bures-sur-Yvette
F. PIAN, 92 Clamart
G. KUZANSKI, Paris
D. MASSE, 92 Montrouge
A. POULADES, Paris
C. SINEAU, 91 Palaiseau
A. BATHAMY, 44 La Turballe
D. THENADEY, 35 Bonnemain
C. FOUREL, 35 Trans
A. FOUREL, 35 Trans
P. LEBLAY, 35 La Mezière
M. KERVIEL, 35 Vieux-Vy-sur-Couesnon
P. OLLIVIER, 35 Rennes
J. PINEL, 35 Melesse
B. REMOND, 35 Domagné
M. REMOND, 35 Domagné
D. MAILLARD, 35 Epiniac

S. PERAIS, 44 St-Herblain
MARTIN, 44 St-Herblain
P. LE TUTOUR, 44 Nantes
J.-Y. RADIGOIS, 44 Bouguenais
CHAUVEL, 44 Bouguenais
M.-A. GUIBERT, 44 St-Philibert Grand lieu
J.-L. GAUTIER, 44 Nantes
LE MAGUERESSE, 44 Blain
J.-M. ANGELINI, 44 Ste-Luce sur Loire
C. BARDY, 44 Ste-Luce sur Loire
P.-C. ANGELINI, 44 Ste-Luce sur Loire
Y. BELLAVOIR, 44 Pontchâteau
G. LE HUGEUR, 44 Malville
A. BIDAUD, 44 Coudray-Plessé
A.-C. BIDAUD, 44 Blain
C. BIDAUD, 44 Coudray-Plessé
G. BIDAUD, 44 Coudray-Plessé
GRANDGEORGE, 67 Wissembourg
A.-M. GUILLOU, 67 Wissembourg
E. BELING, 67 Wissembourg
H. STERNIS, 74 La Muraz
POSTIC, 67 Strasbourg
N. GRIESBACH, 67 Strasbourg
C. JAMET, 67 Sultz-sous-Forêt
T. NELLO, 74 La Muraz
H. CERNIS, 74 La Muraz
J. GOURMELEN, 37 St-Cyr sur Loire
A. THUAL, 37 St-Pierre-des-Corps
F. PROUST, 37 La Riche
DIVET, 37 Tours
RIBERAUD, 37 Tours
C. PINGUET, 37 Tours
Y.-F. BAOT, 37 Tours
QUERE, 27 Evreux
LE CREFF, 27 Evreux
GUAIS, 27 Evreux
DUPRE, 27 St-Sébastien de Morsent
GAUDIN, 27 Evreux
G. SAUSSAYE, 27 Evreux

GIBON, 27 Evreux
FLICHY, 27 Evreux
DUGUEY, 27 Evreux
CHASSONNERY, 27 Evreux
ROY, 27 Arnières
LE BY, 27 Evreux
LE ROUX, 27 Evreux
PAGE, 27 Evreux
BOSSIER, 27 Evreux
CAILLIOT, 27 Evreux
M. BAUDRY, 13 Aix-en-Provence
J. MEFFRE, 13 Marseille
G. ROLAND, 83 Toulon
C. BARSUTTI, 13 Marseille
C. BIGGI, 13 Martigues
S. SIMONET, Aix-en-Provence
J. PERONNO, 13 Aix-en-Provence
J. BEL, 13 Aix-en-Provence
M.-T. BOURDIN, 85 St-Michel-Le Clouq
J. BONNAUD, 85 St-Hilaire-des-Loges
J.-F. VALOTTEAU, 85, Mareuil-sur-Lay
A.-M. RICHARD, 85 Fontenay-le-Comte
M. TAVENEAU, 85 La Roche-sur-Yon
D. DURAND, 85 La Roche-sur-Yon
F. DERON, 85 Luçon
G. RISPAL, 85 La Roche-sur-Yon
J. LIMOUSIN, 85 Fontenay-le-Comte
S. PREAULT, 85 Fontenay-le-Comte
M. BOUSSEAU, 85 Fontenay-le-Comte
G. LALARDY, 91 Athis-Mons
J.-P. BLOND, 91 Athis-Mons
M. BERGHEAUD, 91 Athis-Mons
R. VETILLARD, 91 Athis-Mons
J. LUIS, 91 Athis-Mons
M. MOREAUX, 91 Athis-Mons
M. BONAN, 91 Athis-Mons
J. DE BROAS, 91 Athis-Mons
KAHAU, 75 Paris
BONIFACI, 75 Paris



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin — BREST
☎ 44.56.65.
Guinness à la pression

LE LAIT EN BRETAGNE

OU LE PILLAGE DE NOTRE OR BLANC

(Suite de notre étude)

Dans le précédent numéro du Peuple Breton, Yves Rouger présentait les diverses entreprises, privées ou coopératives, qui assurent en Bretagne la collecte du lait. Puis il abordait le problème de sa transformation.

Le Peuple Breton publie ici la suite de cette étude, posant en particulier la question, cruciale à l'heure actuelle de sa rémunération.

LA POUDRE DE LAIT

La poudre de lait est le dernier maillon de la chaîne d'exploitation du lait. Elle se présente sous différente forme : la poudre de lait entier, la poudre de lait non grasse (récupération après la fabrication du beurre et de certains fromages) la poudre de lait réengraissé.

La Bretagne a produit 3 675,4 tonnes de lait entier en poudre alors que la production est de 57 700 tonnes pour l'ensemble de la France, ce qui représente 6,4 % de la production française. La production de poudre de lait écrémé est de 206 913 t pour l'ensemble de la Bretagne et de 499 500 t pour la France, soit 41,42 % de la production française.

D'après la Fédération Nationale des Coopératives laitières de France la production de poudre de lait écrémé continue de croître dans toute la C.E.E. La fabrication a été de 1 M 527 000 t en 1975 contre 1 M 438 000 t en 1974. Au 31 octobre 1975 les stocks étaient de 1 M 056 104 t publics et 51 523 t privés. En juin 1975 le stock de lait écrémé était en France de 376 700 tonnes.

L'augmentation des stocks provient de l'augmentation de la production de lait en 1975 qui s'est traduite par une production supplémentaire de poudre d'environ 45 000 t, de la chute des exportations de lait écrémé en poudre (200 000 t) qui s'explique par la surproduction mondiale, les pays utilisateurs attendent une baisse des cours.

L'augmentation des stocks provient également de la diminution depuis 1961 de la quantité de lait en poudre incorporé dans l'alimentation animale (environ 100 000 t), les utilisateurs de poudre ayant remplacé une partie de celle-ci par des tourteaux de soja d'un prix nettement inférieur. Les stocks de poudre de lait sont considérables en Nouvelle-Zélande, au Canada, aux Etats-Unis et en Australie. Les Etats-Unis qui achetaient des quantités importantes de poudre de lait sont devenus exportateurs. D'autre part la diminution de la consommation du lait liquide et de fromage incite les industriels à effectuer la transformation du lait en poudre de lait.

La commission agricole du Marché commun veut ramener à 400 000 t le stock de poudre de lait écrémé. Pour aboutir à cela, des subventions sont accordées aux laiteries qui au lieu d'utiliser le petit lait pour la fabrication de poudre retourneront ce produit aux exploitants. Elle suggère également d'augmenter l'aide financière accordée par le F.E.O.G.A. au

stockage privé de poudre de lait maigre.

En France, afin de réduire les stocks de poudre de lait, C. Bonnet a proposé d'incorporer dans certains aliments un pourcentage de poudre de lait. C'est ainsi que l'on va voir apparaître de la farine de froment avec 2 % de poudre de lait et des « pâtes alimentaires au lait frais » avec 20 % de poudre de lait.

Des règlements appropriés permettraient en effet l'utilisation de la poudre de lait dans certaines catégories d'aliments pour animaux. Ce serait paraît-il une façon plus rentable d'utiliser les fonds destinés à l'aide plutôt que de faire profiter des acheteurs lointains plus ou moins solvables avec pour complément une pression sur les cours mondiaux du lait.

L'apparition d'excédents de poudre de lait est un prétexte pour bloquer les prix payés aux producteurs de lait bien que ces producteurs soient les moins riches de l'agriculture.

L'INTERPROFESSION LAITIÈRE

Une première expérience d'accord interprofessionnel s'est faite en Loire-Atlantique engageant le syndicat des industriels laitiers, le syndicat des petits laitiers, l'union départementale des coopératives



Le Peuple Breton / Y. Rouger

la création de la C.I.L.L.A. qui comprend quatre collèges représentant :

- la production (6 représentants issus de la section producteurs de lait de la F.D.S.E.A.) ;
- la coopération (6 représentants) ;
- l'industrie privée (6 représentants désignés par la section Loire-Atlantique du Syndicat UNILOIRE ;
- les petits laitiers (2 représentants).

C'est dans le cadre du C.I.L.L.A. qu'a pris corps le projet de création d'un laboratoire interprofessionnel UNILAB qui contrôle le taux de matière grasse depuis le 1^{er} octobre 1971, la qualité bactériologique depuis le 1^{er} janvier 1972 et le taux de matière azotée depuis le 1^{er} avril 1973. Ce laboratoire est installé à Angers.

En Ille et Vilaine, il existe un degré de collaboration entre producteurs et transformateurs plus élevé que dans les autres départements bretons, ceci peut s'expliquer par l'ancienneté de l'industrie et aussi par la politique d'interprofession développée depuis plusieurs années par les établissements Bridel.

Le centre interprofessionnel laitier d'Ille et Vilaine (CINTERLIV) est composé de représentants des 3 collèges (producteurs, coopération, industrie) qui discutent d'une grille de prix mais n'aboutissent pas à un accord. Son activité principale est le contrôle de la matière grasse et de la qualité du lait.

Pour le reste de la Bretagne, le centre interprofessionnel laitier est le CILARMOR. Il n'a jamais fonctionné en ce qui concerne l'établissement d'une grille de prix. Il a contribué à la mise en place de l'Union Régionale des Centres interprofessionnels laitiers (URCIL) contrôlant la gestion du laboratoire d'analyses de Carhaix. Ce laboratoire a commencé à fonctionner en 1973 pour le paiement à la qualité du lait.

L'URCIL est administré par une fédération interprofessionnelle. Chaque collège est composé de trois délégués. Trois collèges représentent les sections laitières des F.D.S.E.A., les coopératives (CCAOF), les industries privées (UBIL). Les accords interprofessionnels ne concernent que la création, le financement et l'administration du laboratoire interprofessionnel. Celui-ci a pour but de mettre en place le paiement différentiel du lait.

Le fonctionnement de ces laboratoires interprofessionnels est assuré dans ses débuts grâce à une aide du FORMA et du fond UNIGRAINS, ensuite une cotisation interprofessionnelle de 0,04 centimes par litre de lait collecté payée par les producteurs et une cotisation interprofessionnelle de 0,04 c/l de lait collecté payée par les transformateurs.

(suite page 10)



L'Usine Frigérème de Nantes. C'est en Loire-Atlantique que fut signé le premier accord interprofessionnel.

laitières et la section départementale des producteurs de lait. C'est en 1959 qu'a été tentée la mise en place d'un système de contrôle des matières grasses.

Ce n'est que le 18 avril 1969 que l'interprofession se concrétise avec

AN OSTALERI

BAR — SOIRÉES CABARET

Tél. : 86.20.08 - 29150 DINEOL

Gamma / J.C. Francolon

Faire le point. C'est périodiquement une absolue nécessité pour quiconque prétend mener une action politique responsable, et c'est une pratique que l'U.D.B. n'oublie pas. Le rapport politique que notre parti discutera à Guerlédan, lors du week-end de Pâques, a tenu à replacer le problème breton dans le contexte de la crise qui secoue depuis quelques années le système capitaliste :

« Il est vraisemblable, souligne ce rapport, que cette crise a atteint son niveau de paroxysme en 1975, bien que cette phase aiguë ne puisse être décelée uniformément dans le temps et dans l'espace sur l'ensemble des pays développés ou sous développés soumis au chômage et à l'inflation. Cette situation outre à mettre en parallèle avec un de crise du monde capitaliste est en certain nombre de revers enregistrés un peu partout à travers le monde par le système impérialiste :

— La débâcle américaine dans le Sud-Est asiatique (Vietnam, Cambodge, Laos) a mis en relief la dynamique irrésistible résultant pour ces peuples d'une volonté indissociable de libération nationale et sociale.

— Le peuple palestinien a été reconnu à l'O.N.U. en dépit des résistances américaines.

— L'indépendance de l'Angola, dont on a pu craindre un moment qu'elle n'aboutisse au schéma classique du néo-colonialisme, débouche aujourd'hui sur une victoire militaire et diplomatique des forces progressistes.

— Un nouveau rapport de forces tend à s'instaurer entre les pays développés et certains pays du tiers-monde détenteurs des richesses naturelles (pétroles, extension des eaux territoriales...) par une modification sensible des termes d'échange à l'échelle mondiale. Les développements actuels et futurs des forces productives dans ces pays (dont certains sont acquis au socialisme) risquent de modifier sensiblement la répartition du développement et l'exploitation qui régissent les fondements du système impérialiste.

— Dans le même temps, la décadence d'anciens impérialismes devient plus évidente, telle la Grande-Bretagne dont l'économie vacillante repose désormais sur la possibilité d'utiliser des sources d'énergie proches, ce qui entraîne une prise de conscience grandissante du peuple écossais.

— Dans d'autre cas, la situation est cependant plus floue. Ainsi en est-il de l'Etat espagnol où le renouveau de la lutte des nationalités n'est pas forcé-

demeure incertaine, alors que le temps semble jouer en faveur des forces réactionnaires qui petit à petit relèvent la tête et se réorganisent.

La résistance, et même l'offensive de l'impérialisme ne sont malgré tout pas à sous-estimer :

— Sur le plan économique en effet, on s'aperçoit que le système s'accommode de l'inflation pour le plus grand bien des monopoles (« reprise » dans l'inflation suivie de « réajustements » monétaires !).

— Sur le plan politique, il faut en outre se garder d'oublier que les U.S.A. se trouvent en année électorale, période critique du pouvoir au cœur du système impérialiste.

— Dans la pratique, l'impérialisme tient aussi bon en certains endroits. Il suffit d'évoquer la situation au Kurdistan, en Irlande, en Iran, au Liban, en Palestine, en Argentine, au Sahara, dans le Golfe d'Oman, dans l'Océan Indien, pour se rendre compte que ces conflits secondaires ne sont pas toujours des positions de replis, mais au contraire des bastions de défense, voire même des zones d'offensive de l'impérialisme.

— Au niveau européen, la crise du système n'a pas entamé (sans doute a-t-elle même favorisé) le processus d'intégration par le renforcement de la structure économique et politique du Marché Commun capitaliste.

Le rapport du Bureau Politique de l'U.D.B. analyse ensuite ce phénomène nouveau que constitue la montée incontestable des revendications nationalitaires, soulignant que ce phénomène est particulièrement sensible en Europe Occidentale et recoupe plus ou moins une zone périphérique sous-développée dont la prise de conscience nationalitaire (très inégale) intègre de plus en plus une dimension sociale.

Ainsi le combat de l'U.D.B. s'inscrit-il de plus en plus dans le contexte international, non seulement par le résultat d'un volontarisme politique du parti mais parce que celle-ci résulte d'une analyse préalable mettant en évidence la convergence des luttes de ces peu-

LE MONDE ET LA CRISE, GISCARD ET LES L'ANALYSE

(Extraits du rapport politi

La conjoncture pessimiste a, en fait, permis à la droite giscardienne de développer sa politique, qui est celle de l'adaptation du capitalisme aux normes du dernier quart du XX^e siècle, celle de l'intégration croissante des moyens de production occidentaux, celle de la constitution sur les ruines des économies locales de puissants groupes multinationaux. Il ne faut pas croire que les « échecs » du gouvernement sont des échecs complets ; en fait, la politique droitière du pouvoir est plutôt une réussite : c'est celle de la classe qui, sous couvert d'un réformisme à gadgets, sert les intérêts des trusts. De ce point de vue, il est à noter combien la crise sert la concentration souhaitée des moyens de production : tout un tissu industriel, artisanal et commerçant de petite ou moyenne envergure est balayé par la crise : la multiplication des faillites et des fermetures est là, pour le prouver. De plus, la politique du pouvoir sélectionne systématiquement les secteurs d'envergure européenne (route, aéronautique, banques, etc...) De même, la crise entraîne la mobilité forcée des travailleurs que souhaitait Pompidou. On habitue aussi, par des mesures démagogiques « d'aide », l'opinion publique et les travailleurs à l'idée que le chômage est une nécessité, une obligation du système économique nouveau. On veut dédramatiser le phénomène de perte d'emploi : on le présente comme une péripétie obligatoire dans une vie individuelle. L'adaptation des travailleurs doit se faire — par la formation, la reconversion, le déménagement, l'émigration — quel qu'en soit le coût social. Une bataille importante est d'ailleurs menée par le pouvoir en utilisant à plein, la psychologie, les mass-média, l'université, des syndicats même (F.O., C.G.C., etc...) pour faire accepter ces nouvelles données à l'opinion : une véritable lutte se mène à ce niveau, nous ne devons pas l'oublier.

Une autre donnée de la politique hexagonale a été le surgissement au premier plan des problèmes nationalitaires des peuples de l'hexagone, donc de notre problème. L'événement a été d'une telle brutalité (1975 est l'année

gement est qu'il a fallu au chef de la droite payer de ce prix l'adhésion des gaullistes à ses projets européens. Pour préserver l'unité de la majorité, on a bradé la régionalisation au profit d'une intégration croissante dans l'Europe communautaire capitaliste et atlantique, nouvelle dimension de l'espace, nécessaire aux trusts occidentaux et américains.

LE PIEGE DE LA MARGINALISATION

Mais, si Giscard a abandonné provisoirement malgré ses promesses électorales, le schreibérisme qui était le sien, c'est parce qu'avec l'aide de Poniowski, il pense possible de rejeter les revendications nationalitaires des peuples de France dans le marginalisme. A cet égard, l'affaire corse a sans doute été un test. Depuis, avec l'aide objective des irresponsables gauchistes qui se sont spécialisés dans ce qu'ils appellent les luttes « minoritaires », le gouvernement tend à classer notre combat parmi les luttes marginales. Il importe, dans cette perspective, d'utiliser au maximum la provocation et le terrorisme pour isoler le combat des peuples de l'hexagone, pour le déconsidérer dans l'opinion publique. Le pouvoir espère ainsi réussir à nous isoler (le schéma est sensiblement le même que celui qui a été utilisé pour tenter de diviser la gauche politique et syndicale à propos de l'armée). C'est là un terrain de lutte fondamental pour les mois à venir, qui a pour enjeu principal l'opinion de nos compatriotes. A nous de déjouer le piège et de continuer la spectaculaire percée que l'affaire corse et les sondages bretons ont cette année révélée.

Car pour le pouvoir central, le danger réel est là : c'est de voir nos idées, nos analyses et nos slogans repris par des couches de plus en plus importantes de nos compatriotes. Et aussi de voir la « revendication régionale » reprise en compte par une gauche unie et renouée. Si ce dernier point est réalisé (et les mutations en cours dans les partis français peuvent le laisser espérer), Giscard peut être vaincu sur ce terrain, comme De Gaulle le fut il y a quel-



Pays basques : le libéralisme espagnol n'est que de façade ; 40 000 personnes aux obsèques de Vicente Anton Ferrero, assassiné le 8 mars 1976, par la police à Basauri.

ment solidaire des autres forces d'opposition dont certaines semblent vouloir s'accommoder d'une libéralisation de façade, condition nécessaire (sinon suffisante) pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. De nouvelles conditions de lutte sont ainsi créées après la mort de Franco dont il est encore difficile de saisir les conséquences. Au Portugal, la lutte pour le socialisme

ples situés en dehors des pôles de développement capitaliste européens.

GISCARD CONTRE LES REGIONS

La situation française, marquée par le renforcement du pouvoir giscardien par sa prise de position antirégionaliste et par la mutation de la gauche française, a étroitement concerné l'U.D.B.



Poniowski a tenté le « test corse » en septembre. Il lui semble possible de rejeter la lutte des peuples de l'Hexagone vers les combats marginaux.

des « premiers morts de la décolonisation hexagonale ») qu'on ne peut plus désormais ignorer ces questions qui provoquent chaque formation politique et le feront chaque jour davantage.

Pourtant, Valéry Giscard d'Estaing a choisi, symboliquement à Lyon, de donner pour 12 ans, un coup d'arrêt au régionalisme schreibérien qui paraissait avoir sa faveur. La raison de ce chan-

ges années. La politique constante de notre parti de refus de l'irresponsabilité gauchiste, de recherche systématique de l'union de la gauche, de développement parallèle de notre originalité et de nos initiatives a trouvé cette année une justification quotidienne.

C'est à un regain de popularisation de l'engagement partisan que nous avons assisté cette année. Les progrès

RÉGIONS, LA BRETAGNE ET SES PROBLÈMES...

DE L'U.D.B.

(du 13^e Congrès du Parti)

et la combativité du P.S. ont servi cette évolution. La mise en évidence du réformisme démocratique du P.C.F. va dans le même sens et les deux partis de gauche progressent depuis quelques mois de concert, alors qu'auparavant leur développement paraissait inévitablement concurrentiel. C'est là une donnée nouvelle dont nous devons tenir compte dans notre pratique politique autonome en Bretagne.

L'ILLUSION DE LA RELANCE

La situation bretonne est abordée par son aspect dominant, celui d'une dégradation économique accélérée.

Au plan économique, c'est toujours la crise : le nombre des chômeurs est supérieur à la moyenne hexagonale (70 000 chômeurs dans l'ensemble de la Bretagne, soit 100 000 avec les non-demandeurs), sans parler du chômage larvé, du travail tournant (développement des boîtes intérieures, notamment en Loire-Atlantique). C'est une année très mauvaise pour la Bretagne, non seulement parce qu'il y a des chômeurs, mais parce qu'ils partent. Il y avait eu des progrès, un frein dans l'émigration, notamment par des créations d'emploi dans les entreprises bretonnes (petites et moyennes). La Bretagne avait commencé une petite industrialisation qui, elle atteinte de plein fouet par la crise : la capacité productive bretonne a diminué ; les travailleurs partent. Il y a désertification, mais aussi radicalisation. La faiblesse des structures économiques s'explique par le fait que l'économie bretonne est totalement de dépendance, de type colonial (faibles possibilités d'accumulation du capital, malgré une apparente prospérité). La nature des structures économiques (agriculture et pêche, c'est-à-dire secteur primaire) est particulièrement visée par l'intégration économique à l'Europe capitaliste. A souligner le caractère tout à fait illusoire de la relance économique (le plan routier breton, qui, devait être complètement réalisé pour 1975, ne l'a été que pour moitié).

On note en plan social, un certain échec des luttes syndicales en Bre-

celles du parti, a été considérable, surtout si on compare ce succès avec celui, relatif de la journée « nationale » d'action qui suivit quelques jours après.

CULTURE : LE VIDE

Dans le domaine culturel, il y a stagnation et même échec. Là où il y a un vide de la revendication, le capitalisme s'y engouffre pour l'occuper. Il y a des gens en Bretagne qui vivent de l'échec culturel (Emgleo Breiz) : il faut les dénoncer, mais en ayant nous-mêmes une politique dure. Les accents conquérants de Haby (en Louisiane et en Bretagne) et de Chirac (en Bretagne) trahissent à la fois une volonté de francophonie agressive et totalitaire (le breton condamné par Chirac au nom de l'économie) et le fait que la langue française est, çà et là, en mauvaise posture.

Un événement capital : les sondages. La Bretagne apparaît comme une région de très fort attachement (78 %) la situation économique peut amener sa désertification, mais on note aussi la volonté politique de rester dans son pays. Les sondages ont mis à mort un certain nombre de mythes (par exemple, que le mouvement breton est de droite).

Des progrès sensibles ont été faits dans la prise de conscience bretonne, non sans que subsistent des ambiguïtés (par exemple gros succès du livre d'Hélias dont l'impact sentimental et passéiste ne représente aucun danger immédiat pour le pouvoir).

La bourgeoisie a essayé d'interpréter d'une manière délibérément positive les résultats du recensement, alors que le solde positif est dû au retour des retraités qui masquent le départ des jeunes actifs.

Le sentiment d'appartenance en Loire-Atlantique se développe, et, parallèlement les initiatives du pouvoir pour créer de toutes pièces une conscience « Pays de Loire ».

Dans ce contexte, où le pouvoir tente d'étouffer la renaissance de la conscience bretonne, l'U.D.B. reste le noyau

des faiblesses et des insuffisances du parti et leur critique est sans complaisance

DES POINTS TRES POSITIFS

Sans compter les élections cantonales, dont les résultats sont commentés dans le présent numéro, sans compter les adhésions, qui ont progressé cette année de 25 % ou les sections qui sont maintenant 38 contre 31 il y a un an, le rapport du Bureau politique souligne l'intérêt des deux manifestations de masse, organisées en 1975 par l'U.D.B., la fête du Peuple Breton et la tournée « les Bonnets Rouges arrivent »

La 1^{re} fête du Peuple Breton, qui s'est tenue à Langolvas près de Morlaix en juin 1975, marque ainsi le début d'une entreprise politique qui est appelée chaque année à se renouveler et dont l'ampleur doit être croissante.

Nous avons pu, malgré une préparation précaire, assurer une présence de 10 000 personnes, c'est-à-dire bien au-dessus de nos prévisions.

Les critiques faites tant au plan de l'organisation qu'à celui de la conception politique de la fête devraient permettre de placer d'ici à quelques années, la fête du Peuple Breton parmi les premières grandes manifestations populaires en Bretagne.

Indéniablement, en organisant la tournée des Bonnets Rouges, l'U.D.B. a essayé de créer l'événement. Sans doute l'avons-nous réalisé à la fin de l'année. Une telle tournée, après celle de 1974 avec Alan Stivell, marque nos capacités à mobiliser les masses bretonnes : dans les 13 villes de Bretagne, 10 000 personnes sous chapiteau, des milliers de lycéens qui découvrent leur histoire à travers les cours de littérature et d'histoire, des expositions, des débats, des conférences en français ou en breton, un vaste brassage des idées où nous ont suivis des hommes de gauche non U.D.B., qui ont valu dans la presse une surface égale à 45 pages... c'est tout cela la tournée des Bonnets Rouges.

Le texte aborde plus loin les perspectives qui s'ouvrent aux délégués des militants de l'U.D.B. qui se réuniront à Guerlédan : une presse, particulièrement le Peuple Breton, dont la diffusion doit être de plus en plus large, des structures qu'il va falloir modifier car elles ne sont plus adaptées au développement du parti, enfin, ce « Pas en Avant » qui constitue le thème central de ce congrès :

Un pas en avant sur les idées

Bien que la stratégie de l'U.D.B. reste claire en ce que nous condamnons à la fois violence terroriste actuelle aussi bien que la voie électoraliste comme moyens privilégiés dans la décolonisation, il n'en reste pas moins vrai que l'U.D.B. doit continuer de plus en plus, à apparaître, par sa pratique et ses analyses, comme l'outil révolutionnaire privilégié de notre peuple.

Il s'agit là de considérations tactiques essentielles dans la bataille idéologique que l'U.D.B. mène en Bretagne. La tactique en fait partie intégrante et ne saurait en aucun cas être négligée dans tous ses aspects positifs, car nous risquerions bien dans ces conditions, de nous laisser dépasser par la surenchère verbale de la gauche française : on l'a bien vu sur la question de la langue bretonne que Mitterrand propose d'enseigner « maintenant ».

Le « Pas en avant » dans la propagande suppose une démarche pédagogique et politique.

— A court terme : nous ne devons rien négliger des possibilités immédiates de changement : la lutte revendicative pour notre culture et notre langue par exemple, comme le fait d'avoir des propositions concrètes devant des perspectives électorales, loin de nous déservir attestent au contraire que nous collons au plus près de la réalité bretonne.

— A long terme : l'objectif d'une Bretagne socialiste reste encore une analyse suffisante. L'U.D.B. s'étant toujours refusée à s'engager dans des perspectives illusoirs ou trop futuristes sur l'avenir de notre peuple, un changement de ton et donc de nos propres mentalités s'impose aujourd'hui. Peut-on en effet se contenter d'une propagande critique ? Si ces attitudes sont toujours nécessaires, elles sont loin d'être suffisantes : notre analyse doit aussi de plus en plus pouvoir s'exprimer en termes positifs. Ces changements de mentalité au sein du parti sont la condition nécessaire à notre transformation, lente mais irréversible : c'est le passage du parti cercle politique au parti de masse.



100 000 chômeurs en Bretagne : c'est une année très mauvaise non seulement parce qu'il y a des chômeurs, mais parce qu'ils partent.

gne, ou leur pourrissement (ex. les kaolins de Berrien ; S.I.C.C.N.A. ; Jaouen qui reprend avec 20 % seulement du personnel). Les luttes ouvrières de Fougères, St-Malo portent un coup au mythe d'une Bretagne gallo plus développée. La journée d'action du 27 novembre a été très suivie et très bretonne : son succès, fondé sur des revendications bretonnes se confondant parfois avec

solide du mouvement politique breton et l'instrument de la décolonisation du peuple breton. Le fait est d'autant plus net qu'une clarification s'est produite dans le mouvement breton avec l'échec des groupuscules tels que le P.C.B., Stourm-Breizh, S.A.V., le C.A.B.

Il n'empêche que le Bureau Politique de l'U.D.B. est parfaitement cons-



Le local de l'U.D.B. à Brest.

L'échec des groupuscules bretons montre que l'U.D.B. demeure le noyau solide du mouvement politique breton.

AGENCE IMMOBILIÈRE JACQUES GUEGAN

14, boulevard Leclerc

LORIENT - Tél. 21.19.21

Transactions immobilières — Terrains — Appartements

Fonds de commerce

LE LAIT EN BRETAGNE

(suite de la page 7)

En fait ces laboratoires sont contrôlés uniquement par les industriels laitiers, les producteurs sont obligés d'accepter la sentence des résultats que leur fournit le laboratoire au moment du paiement.

Jusqu'ici, l'interprofession intervenait sur le plan local et la production laitière française était caractérisée par sa variété.

Actuellement, l'Etat s'acharne par tous les moyens techniques et économiques dont il dispose pour obtenir la standardisation des productions.

C'est ainsi que se met en place le Centre National Interprofessionnel de l'Economie laitière. Les industriels se sont montrés compréhensifs devant les requêtes de Chirac leur demandant d'accepter le système de financement mixte analogue à celui qui assure le fonctionnement des laboratoires interprofessionnels. La cotisation qui permettra le fonctionnement du C.N.I.E.L. et qui entrera en vigueur dans le courant de 1976 sera de 0,05 F par hectolitre, moitié à charge du transformateur, moitié à charge du producteur (cotisation volontaire obligatoire). Ainsi le C.N.I.E.L. disposera d'une somme de plus de 10 M de F par an. Il aura pour mission de développer les liens contractuels entre les différents membres de l'interprofession et de favoriser la mise en œuvre d'actions communes afin de contribuer à la modernisation du secteur des produits laitiers.

En fait il s'agit d'accentuer la concentration des industriels laitiers et de renforcer leur pouvoir sur les producteurs. Le marché laitier procure au capitalisme de gigantesques moyens de profit à partir d'un produit, matière première extraite par l'effort de 144 800 petits producteurs bretons. Tout a été organisé depuis bien longtemps pour faire comprendre aux éleveurs que leur intérêt était de traire leurs vaches, d'accentuer leur production, de fournir leur produit à l'industriel laitier sans se préoccuper de ce qui se passait après.

L'aboutissement de trente ans de capitalisme appliqué à la production laitière se traduit par l'apparition de monstres ne cherchant qu'à se développer en puisant leur énergie dans le travail des petits producteurs laitiers.

Le propre du capitalisme est de bafouer l'agriculture, d'assurer son développement sur l'exploitation et le pillage des richesses de la terre. Aucune organisation dans ce cadre capitaliste n'est capable de tenir compte honnêtement des intérêts des producteurs de lait, certainement pas les organismes interprofessionnels et nous avons eu l'occasion de nous en rendre compte après la grève du lait en 1972.

La grève du lait de 1972 avait pris l'aspect des luttes ouvrières, refus de la production, occupation des laiteries, piquets de grèves... Elle s'est réalisée avec la solidarité des ouvriers des laiteries, et

a d'abord été un succès puisque les paysans avaient obtenu la réduction ou la suppression des primes à la quantité, le paiement du litre de lait à 60 c alors que les industriels proposaient 56 c.

Ce type d'action a vu se développer l'hostilité des syndicats officiels, les industriels sont revenus sur leurs engagements sans que les producteurs puissent maintenir une pression pour préserver les acquis de la grève.

La mise en place de l'interprofession laitière est en fait destinée à régler sans heurts les problèmes, c'est-à-dire au détriment des petits et moyens paysans.

PAYER LE TRAVAIL DU PAYSAN

La Bretagne depuis les années 60 connaît le développement le plus large et rapide de spécialisation de la production laitière. Tout se passe comme si chaque industriel laitier avait stimulé la production assurant un niveau de collecte important et stable. L'asservissement des producteurs du réseau de collecte permettait par l'approvisionnement important d'assurer la rentabilisation des investissements effectués par l'industrie laitière.

C'est ainsi que s'est mis en place le bassin laitier breton. La politique des entreprises est alors orientée vers une expansion continue de la collecte et non une simple stabilisation accompagnée d'une recherche de la meilleure qualité.

S'il y a eu l'introduction du paiement à la qualité bactériologique, ce n'est en fin de compte que pour accroître la différence de prix payé entre les producteurs d'autant plus que l'effet en est dépressif sur le prix hors prime (un litre de lait de qualité C est moins payé qu'un litre de lait hors traitement à la qualité). Lors de la collecte chez les producteurs, quelle que soit la qualité du lait, ils se retrouvent tous dans la même citerne.

L'installation du froid à la ferme est un prétexte bien souvent de réformer les structures de collecte au bénéfice des industriels laitiers. Ainsi Unicopa, Préal ont décidé de ne plus effectuer que 2 collectes par semaine au lieu de 3. Cela signifie économie dans l'utilisation des camions de ramassage (fuel et matériel), nécessité d'installer de nouveaux tanks réfrigérés à la ferme. Cela signifie également économie de personnel et licenciement d'un ouvrier sur trois effectuant le ramassage. Déjà pour l'ensemble de Préal ce sont 50 ouvriers qui ont été licenciés. Sans l'intervention des producteurs de lait de la F.D.S.E.A. du Finistère, du M.O.-D.E.F. et des Paysans Travailleurs, 11 ouvriers de la laiterie Négobeur de Carhaix auraient été licenciés. La solidarité des paysans et des ouvriers de la laiterie a obligé la direction de la laiterie à accepter la décision des ouvriers et des paysans.

Les laiteries font une pression importante sur les éleveurs pour forcer leur production. Il est forte-

ment question de supprimer la collecte chez les petits producteurs (moins de 26 000 l. par an) adhérents de la C.A.N.A. Le premier pas sera la suppression totale de la collecte en bidons, la collecte par camion citerne sera généralisée.

De nombreux agriculteurs producteurs de lait sont menacés de disparition. Les agriculteurs dynamiques ont investi comme on leur a dit pour produire du lait, « des protéines dont les pays du tiers monde ont besoin ». Si du fait de la surproduction artificielle, les prix du lait baissent pour assurer la liquidation des stocks, ce sont ces producteurs qui ont investi qui feront les frais de l'opération. Ce sont aussi eux qui ont pris conscience qu'ils devaient produire à des cadences de plus en plus infernales pour rembourser leurs emprunts assurant par là même la disparition du petit paysan produisant moins mais qui prend le temps de vivre. Ce sont aussi les plus jeunes.

L'apparition d'excédents laitiers est le prétexte justifiant la disparition des petits producteurs modernisés. On peut se demander si les stocks de poudre de lait que l'on a laissé croître n'est pas purement et simplement un scénario bien monté. Monsieur Francis Lapatre, président de la Fédération Nationale des Industries Laitières écrit dans son bulletin du 15 décembre 1975 : « Le problème laitier en France est un problème de structure avant d'être un problème de prix, un problème social en même temps qu'un problème économique... La production laitière française est trop dispersée dans les exploitations trop petites et dont la rentabilité - (pour qui ?) - n'est pas suffisante. Il faut donc mettre en place les moyens de remédier à cet état de choses... Bref accélérer un processus qui est déjà engagé mais qui est beaucoup trop lent et dont l'achèvement est trop lointain. »

LES PRODUCTEURS ASSERVIS

C'est l'orientation du marché commun agricole qu'il faut mettre en place rapidement : conserver la production actuelle en réduisant le nombre d'agriculteurs à 4 % de l'ensemble de la population.

C'est continuer dans la voie de la concentration des pouvoirs aux mains des trusts internationaux, le peu de producteurs restant intégrés, dociles aux orientations techniques, consommateurs de produits industriels coûteux et variés.

En Bretagne, les producteurs de lait sont asservis à Unilever, à Préal Perrier, à Entremont à la toute puissante Union Laitière Normande. Ces trusts viennent nous piller la matière première produite par les producteurs bretons, l'exploitent sur place en y implantant leurs usines comme la nouvelle fromagerie de l'U.N.L. de Saint-Méen avec l'aide de l'Etat français, l'exploitent dans leur domaine en important la matière première dans leurs usines de l'Orne ou du Calvados.

P. PETIBON

Mécanographie - Organisation de bureau
35, Rue Keraumont - 22300 LANNION
Tél. 35.03.39



Paris le 23 février : les paysans bretons manifestent.

En France en 1972 il y avait 88 204 salariés employés dans l'industrie du lait, 4 410 étaient employés en Bretagne, c'est-à-dire 5 % de l'effectif total. Or la production laitière bretonne correspond à la même période à 17,53 % de la production française. La Bretagne devrait donc avoir proportionnellement à sa production laitière 15 462 emplois. C'est 11 052 emplois dans la production laitière qu'il nous manque en Bretagne. Monsieur Chirac soyez sérieux et ne vous glorifiez pas d'avoir créé 40 ridicules emplois à la fromagerie de Saint-Méen le Grand. Ne prenez pas trop les Bretons, les ouvriers et les paysans pour des imbéciles.

Toujours en 1972, les investissements réalisés par l'industrie laitière se sont montés à 46 883 M. F. en Bretagne alors qu'ils étaient de 711 068 M. F. pour l'ensemble de la France. 6,6 % des investissements ont été faits en Bretagne au lieu de 17,53 %. 78 217 M. F. ont été détournés de leur utilisation en Bretagne pour la Normandie ou la région parisienne.

Nous voyons que l'exploitation du lait en Bretagne se fait selon une méthode capitaliste et coloniale : exploiter le travail d'un peuple de paysans bretons producteur d'une matière première (le lait) dont le prix n'est pas payé à sa juste valeur, le bénéfice de cette exploitation étant utilisé dans une région autre que celle du lieu de production.

Il est temps que paysans et travailleurs de l'industrie laitière prennent conscience de leur situation, se concertent lors des réunions intersyndicales pour mettre fin à cette situation coloniale. Petits et moyens producteurs de lait, ouvriers des laiteries, petits commerçants assurant la distribution des produits laitiers, consommateurs nous devons nous unir pour que chaque produit, chaque travail soit rémunéré à sa juste valeur, pour refuser l'exploitation coloniale, pour construire une Bretagne socialiste où il fera bon vivre grâce au travail de ses enfants.

Yves Rouger.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



Chronique réalisée ce mois avec la collaboration
des sections de Brest-centre, Pays de Rance,
Pont-l'Abbé et Saint-Nazaire.

MOR-BIHAN

LORIENT :

DES DETTES TROP LOURDES

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Mor-Bihan a contracté des dettes pour financer les travaux du port de pêche (en déficit d'exploitation en 1975) : elle demande à l'Etat d'accepter un report des annuités 1976 de cette dette, soit 3 millions, ce qui permettrait de soulager sa trésorerie. L'Etat a refusé.

COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC :

INFORMATION INTERDITE AU JOINT FRANÇAIS

A la célèbre usine du « Joint Français » des ouvrières mouleuses ont récemment obtenu une petite augmentation. Mais pas toutes ! A travail rigoureusement identique, certaines n'obtiennent rien. Aussi des débrayages se sont produits, mis à profit pour échanger des informations sur les salaires respectifs : mais la direction a fait constater par huissier ces débrayages accompagnés d'« informations interdites dans l'usine » ! Incroyable mais vrai.

ILLE-ET-VILAINE

FOUGERES :

COMMENT ON « COULE » UNE ENTREPRISE...

Les travailleurs de la chaussure de chez Réhault rappellent que l'entreprise a connu un développement important (1200 emplois). Au nom de la rentabilité la direction, pour son profit, a compressé son personnel avec une augmentation de la productivité : en 1969, 1190 salariés sortaient 1 200 000 paires de chaussures. En 1976 avec 650 salariés la firme pourrait toujours produire 1 200 000 paires !

En décembre 1974, la direction voulait poursuivre dans cette voie et annonçait 350 licenciements sur lesquels elle devait revenir à la suite de la réaction des travailleurs. Puis ce fut il y a quelques mois la liquidation de l'entreprise et la promesse des pouvoirs publics de maintenir une solution pour 230 emplois... Les syndicats voient là un calcul et signalent « le plan de la fédération patronale de la chaussure qui avant les vacances proposait à la direction Réhault de continuer avec... une société de 250 personnes ; les lettres expédiées par la direction au début de 1975 à ses fournisseurs pour leur conseiller de se faire payer comptant ; la liquidation de l'entreprise après un dépôt de bilan « propre » c'est-à-dire avec un actif et un passif qui s'équilibrent. »

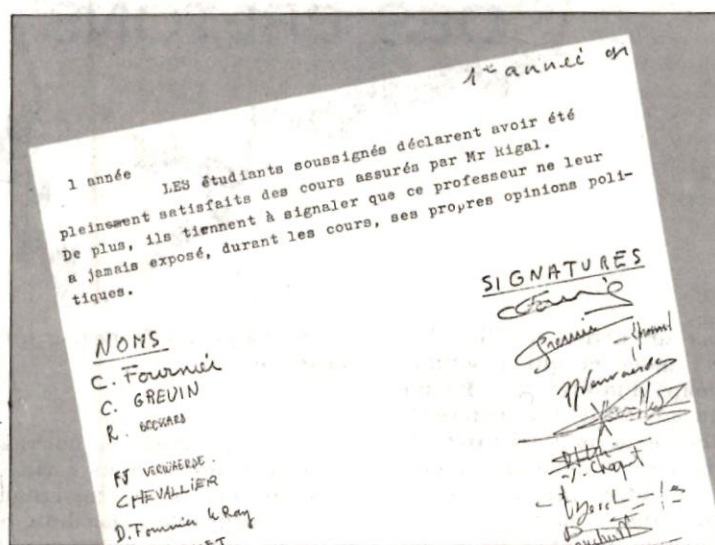
Aurait-on profité des difficultés de la « crise » pour réussir à la faveur d'un dépôt de bilan une « rentabilisation » qui avait échoué il y a 2 ans ?

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES :

REPRESSION ANTISYNDICALE A L'ECOLE DE COMMERCE

Le 16 février dernier, 2 professeurs de l'Ecole supérieure de commerce de Nantes ont été licenciés par Fournery, le directeur, sous prétexte de « manque de travail », « qualité de l'enseignement laissant à désirer » et « activités extra-professionnelles sur le temps de travail ». Le premier grief est facile à réfuter : tous les cours ont été assurés et les notes prises en classe permettent de vérifier la quantité de travail fournie. Le second ne l'est pas moins et les étudiants des professeurs exclus ont signé à la quasi-unanimité des



Cliché Le Peuple Breton.

pétitions attestant de la qualité et la neutralité politique des cours reçus. En réalité le raison du renvoi est dans le troisième grief qu'il faut comprendre comme « activités syndicales ». La C.F.D.T. affirme et démontre que Fournery a licencié les deux professeurs parce qu'ils avaient pris le 14 février l'initiative des revendications professionnelles dans l'établissement. Cela ne saurait être toléré et ne le sera pas.

SAINT-NAZAIRE :

NOUVELLES MENACES DE CHOMAGE

Alors que les promesses de création d'emploi dans la région nazairienne faites il y a à peine un an par le préfet s'envolent en fumée, de nouvelles menaces de chômage se sont précisées depuis quelques semaines comme à Thiriet-Cattin (La Baule) où 23 personnes doivent être licenciées et plusieurs autres placées en chômage partiel ; comme aux A.F.O. (réparation navale) où le chômage partiel ne semble devoir être qu'une étape vers des licenciements.

FINISTERE

PONT-L'ABBE :

SITUATION MALSAINE EN PAYS BIGOUDEN

Après plus de trois mois de grève (cf. P.B. n° 146, janvier 76), chez Jaouen, seulement une vingtaine d'ouvriers ont été réembauchés. 80 sont restés sur le carreau. Comme le dit Chirac « on voit le bout du tunnel ».

A l'usine Coop du Guilvinec les horaires hebdomadaires viennent de passer à 32 h pour les femmes et 40 h pour les hommes. Une diminution de 8 h hebdomadaires, sur des salaires déjà très bas. Il faudra que les travailleurs se serrent la ceinture.

ORGANISATION DE BUREAU
MACHINES A ECRIRE ET A CALCULER
CAISSES ENREGISTREUSES
FACTURIÈRES - COMPTABLES

Mobilier bois :
NEGRONI
Mobilier métallique :
ATRHO

S A M A

Service après-vente
Bureaux et Magasin :
11, rue Duchesse-Anne - BREST - Tél. 02.25.74
(Face au Lycée de St-Marc)

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

LE SERVICE MILITAIRE DES BRETONS

Cliché le Peuple Breton / Yves Coriou

Dans un article publié, il y a deux mois, et qui a soulevé beaucoup d'intérêt, le Peuple Breton abordait les différents aspects de la militarisation de la Bretagne, et nous annonçons notre intention de développer quelques-uns d'entre eux. De plus, depuis quelques mois, des lecteurs nous envoient leur témoignage sur leur service militaire, sur la manière dont, en tant que Bretons il l'ont subi et sur l'entreprise de débretanisation et d'intégration à la

norme moyenne française qu'il constitue.

Nous demandons à nouveau à nos lecteurs de nous écrire à ce sujet, que leur témoignage soit de l'ordre de l'anecdote, ou qu'il constitue une réflexion plus élaborée.

Dans un numéro prochain, le Peuple Breton publiera donc ce "Dossier Service Militaire".

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

OFFRES D'EMPLOI

— Recherche J.H. ou J.F., 25 ans, pour projet de librairie bretonne. Langue bretonne exigée. Permis V.L.
Ecrire à J.-L. Deuffic, 1, place des ajoncs d'or, 29212 Bourg-Blanc.

— Groupe musique bretonne cherche 1 violoniste et 1 organiste pour festoù-nos, veillées, etc... Ecrire : Alan Briant, 38, rue de l'Etain, 29290 Saint-Renan.

NAUTISME - MOTOCLUB

B. DOLLIU - 21, rue du Noro
29110 CONCARNEAU
Tél. 97.12.05

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F

De soutien : à partir de 30 F

Étranger : 30 F

Étranger (par avion) : 45 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,20 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

BREIZH-BAR

Crêperie

PLOUDALMEZEAU

MANIFESTADEG-BOBL EVID UNANIDIGEZH
MELESTRADUR BREIZH
MANIFESTATION POPULAIRE POUR L'UNITÉ
ADMINISTRATIVE DE LA BRETAGNE

25 AVRIL '76
à NANTES

FÊTE DE
L'UNITÉ
DE LA BRETAGNE

LA REVOLTE DES BONNETS ROUGES, PAR NONO

Résumé des chapitres précédents : ça barde !



(à suivre dans les prochains numéros du Peuple Breton).

COUGNA-BAR



- BAR D'AMBIANCE -
BIÈRES ÉTRANGÈRES
Rue Yves-Collet BREST



BAR ECOSSAIS

bar d'ambiance
bières étrangères

243, Rue JEAN-JAURES - BREST - tél : 02 20 08

BRETAGNES

ATTENTION, POÈTES MÉCHANTS !

LA bande des poètes qui hantent la région de Morlaix jusqu'aux confins douteux de la montagne d'Arrée ne manquent pas d'estomac. Les voilà qui sortent « Bretagnes », revue littéraire et politique dont les premiers numéros règlent assez sauvagement les comptes de certains pingouins qui, à leur goût, plastronnent un peu facilement sur la banquise bretonne en délisquescence. Per Hélias mazouté dans le numéro deux (et ce n'est pas tout, on nous promet la suite !) tire difficilement ses plumes et sa plume d'une interview-piège où tout ce qui sort du magnétophone, hésitations, lapsus et presque gargouillis de boyaux est reproduit intégralement. Ce qui est bien, avec ces poètes-méchants, c'est qu'ils ont du génie jusque dans la mesquinerie ! Tenez, dans leur premier numéro, après avoir très abu-

sivement donné la parole à Mordrel, les voilà qui l'exécutent proprement, simplement et politiquement dans la page qui suit. La teneur du « courrier des lecteurs » du numéro deux est, à cet égard, révélatrice : outre le dit Mordrel, ils ont réussi à se mettre à dos ces vieux et jeunes kroumirs du mouvement breton que sont Jorj Gwegen et Ronan Caerlëon.

Heureusement, les règlements de compte ne forment pas l'essentiel du contenu de « Bretagnes », et on y trouve, surtout dans le numéro deux, des points de vue fort intéressants et même, au sens strict du terme, indispensables. Je pense ici à l'articulation entre littérature et politique, au débat amorcé sur la fonction et même l'existence de la littérature bretonne aujourd'hui et aux approches, timides encore mais dont on perçoit déjà la richesse, d'une question fondamentale : en quelle langue écrire ?

Il faut reconnaître que le sommaire est impressionnant : il y a Guillevic qui, visiblement, s'exprime pour la première fois sur sa « bretonnité », il y a Jean Markale, Xavier Grall, Georges Perros, Philippe Durand. Il y a aussi des traductions, des poètes plus jeunes, et qui ont parfois des choses à dire, comme Denise Le Dantec. Il y a aussi (hélas ?) une manière d'écrire que je ne comprends pas (mais est-elle compréhensible ou simplement est-elle destinée à être comprise ?) où les astuces typographiques tiennent lieu de style. Et ça c'est gênant, parce que, comme la revue est composée de manière artisanale on se demande parfois si tel vers curieusement placé l'est par un trait de génie de l'auteur ou par un morceau de scotch qui aurait glissé à la maquette...

Mais le reproche est mineur et il est sûr que le travail de Keineg, Keginer et compagnie est largement positif.

Jean Guéguénat

* « Bretagnes », impasse de la Fontaine-au-lait, Morlaix.

Abonnements : 40 F, étranger : 50 F.

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, Brest-t. 44 14 54-c.c.p. 2009-12 Rennes

colin

POÈTES BRETONS D'AUJOURD'HUI



Gérard LE GOUIC

Gérard Le Gouic, qui ferme souvent sa boutique, dit-il, pour cause de poésie, vient de rassembler autour de lui, dans un petit ouvrage très soigné, onze poètes bretons de langue Française, des plus grands aux plus obscurs, qui ne sont pourtant pas les moindres.

Peut-être serai-je sacrilège, ou révélerai-je une ignorance inadmissible, mais Georges Drano, né à Redon, instituteur à Asserac, ça ne me disait rien ; pas plus que Kerri-Gwilherm Kerouredan, né à Quimper, et qui vit en Allemagne, ou Anthony Lhéritier actuellement au Diben.

Bien sûr, il en est aussi de plus célèbres, Xavier Grall, Guillevic, Paol Keineg, Georges Perros, non Breton que la Bretagne fascine mais dont elle n'obscurcit pas la très pénétrante lucidité :

Il est long à se déclarer, ce pays
On n'en perçoit pas tout de suite

Le tressaillement organique
On le trouve généralement beau
C'est une manière
Des'en débarrasser.

Gérard Le Gouic a obtenu de nombreux inédits, en particulier de Paol Keineg sur la Bretagne et le Brésil et il présente assez abondamment Guillevic, que la Bretagne semble découvrir aujourd'hui, après le monde entier.

Il faut en outre souligner la qualité de la présentation du livre. Chaque auteur est situé brièvement, avec sa bibliographie, même inédite. La typographie est extrêmement claire et soignée, sans prétention ni exubérance et surtout, ce qui est bien rare dans l'édition bretonne, l'illustration photographique est abondante et toujours originale.

J. G.

* Poètes bretons d'aujourd'hui, Ed. Telenn Arvor - 28, place Saint-Corentin, Quimper.

ÉDITIONS AL LIAMM

Directeur : Ronan Huon

Derniers titres parus :

MARI VORGAN Roparz Hemon
Roman : 22 F

VA ZAMMIG BUHEZ J. Priel
L'enfance d'un Trégorois : 24 F

AR BAGANIZ Tangi Malmanche
Pièce en 3 actes : 27 F

En souscription jusqu'au 15 avril :

YEZHADUR BRAS AR BREZHONEG Fransez Kervella
Grammaire de la langue bretonne
500 pages, 38 F au lieu de 50 F

En librairie et chez Mlle J. Queillé
47, rue Notre-Dame - Guingamp
C.C.P. 1136 82 Rennes
Catalogue sur demande

IMPRIMERIE - PAPETERIE
S.A.R.L. QUEFFÉLEC
259-261, rue A.-France
29200 BREST Tél. 45.10.11



SALON DE THÉ
BAR BRETON
DÉGUSTATION
CRÊPES A EMPORTER
Tél. 89.30.23

CLASSIQUE
VARIÉTÉS
POP
JAZZ
FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST
DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

Peuples opprimés

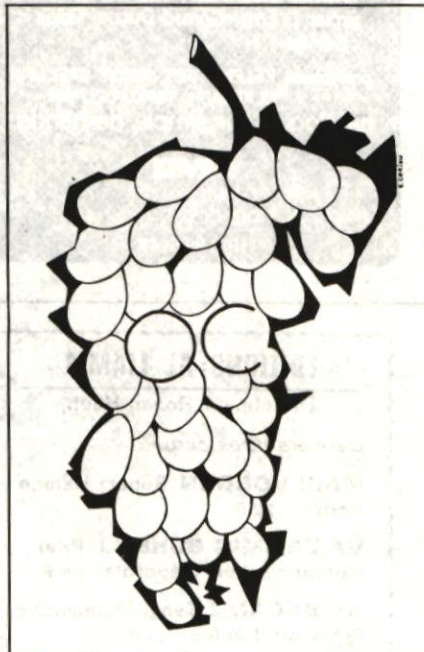
OCCITANIE

Comme dit Giscard, il est inadmissible que des Français tirent sur d'autres Français... Nous voyons, nous, qu'à Montredon, un paysan occitan et un C.R.S. breton sont morts. L'un parce qu'on veut l'arracher à son sol, l'autre parce que cela fut déjà fait.

Après les affrontements de l'Aude, nos camarades de "Lutte occitane" ont publié le texte suivant :

Depuis 55 ans, la dégradation constante du niveau de vie, l'asphyxie croissante et organisée de cette région d'Occitanie ont rendu une explosion de violence inévitable. Cette violence est née de l'impasse des négociations et de la légèreté des autorités à traiter du problème. L'escalade est en fait celle du mécontentement.

Pourquoi a-t-il fallu attendre les pires événements pour qu'une lutte de 5 années fasse la une de l'actualité et l'objet de prises de positions publiques et nationales des organisations de gauche ?



Bretagne solidaire des viticulteurs occitans.

Les dernières manifestations dont celle du 5 février ont montré 2 aspects nouveaux du mouvement :

— que le vieux corporatisme du mouvement viticole fait place à des luttes aux objectifs clairs et à la recherche du soutien de tous les travailleurs ;

— qu'il y avait une adhésion et une prise en charge croissante par les viticulteurs et les travailleurs d'Occitanie de la revendication occitane.

C'est pourquoi nous travaillerons aux côtés des viticulteurs jusqu'à la solution complète de leurs problèmes et dans le sens d'un rapprochement avec tous les travailleurs du Languedoc victimes du même étouffement de cette région.

Dans le moment présent, nous affirmons qu'il ne saurait y avoir de solution sans le départ immédiat des forces de l'ordre, l'arrêt définitif des poursuites judiciaires et la mise sur pied d'un plan négocié de développement du Languedoc.

AU CŒUR DES ALPES SUISSES UNE MINORITÉ CHOYÉE ET... MENACÉE LES ROMANCHES

Installés au cœur des Alpes, dans le canton suisse des Grisons, les Rhéto-romanches, ou plus simplement les Romanches de la région du Rhin supérieur constituent l'une des plus petites minorités ethniques d'Europe : moins de 50 000 personnes, dont 1/4 a dû émigrer, vers Bâle et Zurich surtout.

Les problèmes posés par la tentative de survie d'un groupe humain aussi réduit et essentiellement rural et les solutions apportées par la fédéralisme sont suffisamment intéressants, pour nous Bretons, pour justifier une enquête sur place. Nous en tirerons plus loin les enseignements.

OU EN EST LE ROMANCHE AUJOURD'HUI ?

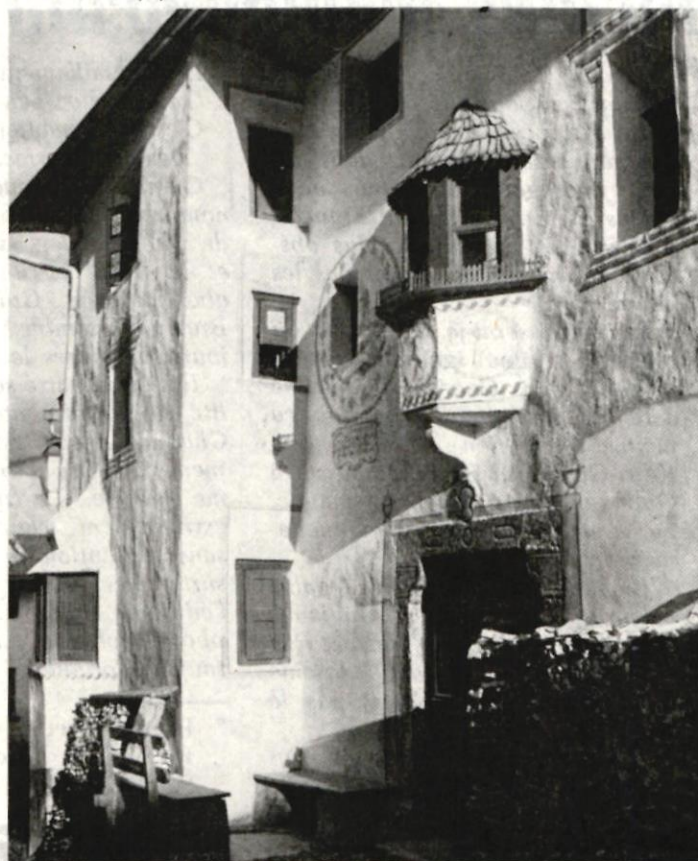
D'un entretien avec M. Hendri Spescha, secrétaire de la ligue romanche, à Cueso, capital du canton des Grisons, nous extrayons ces réponses particulièrement significatives :

Le P.B. : Quelles sont les origines de la langue romanche et quelle a été son évolution ?

R. : En simplifiant, on peut dire que les tribus comprises entre le St-Gothard et le Col du Brenner, entre le lac de Constance et la région de Venise ont été romanisées. Les hautes vallées du Rhin et de l'Inn ont été protégées de la germanisation par le relief et ont conservé leur langue, de souche latine. Le texte le plus ancien date de l'an 900 (Bible latine, avec traduction romanche, entre les lignes). Mais c'est la réforme protestante qui a donné ses bases écrites à la langue du peuple pour

Le P.B. : Quelle est la situation actuelle de la langue romanche ?

R. : Sur le plan juridique, le romanche a été reconnu en 1938 comme 4^e langue nationale suisse. De plus, c'est l'une des 3 langues officielles du canton des Grisons. A ce titre, il peut être utilisé dans les relations avec l'administration au niveau cantonal comme au niveau confédéral. Sur le plan scolaire, dans le canton de Grisons, les Romanches ne représentent que 27 % de la population, nous disposons de 90 écoles maternelles romanches où près de 4 000 enfants apprennent notre langue en jouant, puisque le romanche y est la seule langue utilisée. A titre de comparaison, les écoles maternelles de langue allemande et italienne ne représentent que la moitié de ce total dans le canton. Cela signifie que beaucoup de parents germanophones font scolariser leurs enfants en romanche. Pendant les 3 années d'école élémentaire, le romanche demeure la seule langue utilisée. Dans les cas où les Romanches sont une minorité, leur langue est étudiée en 1^{re} langue étrangère obligatoire. La situation légale est donc bonne. Pourtant, elle connaît de grosses difficultés liées à la situation économique et sociale du canton des Grisons : région de montagnes, au déclin agricole rapide, émigration massive des jeunes Romanches, arrivée en masse d'une population de langue allemande à haut niveau technique, attirée par les activités nouvelles liées au tourisme (réparation, transports, électricité...). Ainsi, en 1950, 18 % des Romanches vivaient hors des Grisons, aujourd'hui 25 % ! Le nombre des Romanches se maintient en valeur absolue, mais leur pourcentage dans la population suisse est tombé de 1 à 0,8 %.



Architecture Romanche dans les Grisons

l'Engadine, au Sud. Plus tard, la contre-réforme catholique a donné une langue écrite aux régions du Rhin supérieur. De cette époque date la division de la langue en 2 graphies distinctes, alors que l'intercompréhension existe, pour des gens entraînés, en ce qui concerne la langue parlée. De plus, le cloisonnement de la vie dans les hautes vallées alpines a déterminé l'existence de 4 dialectes principaux.

Le P.B. : Dans de telles conditions quels sont les problèmes de la langue et de la culture romanche ?

R. : D'abord de rester une langue moderne adaptée à l'évolution des techniques. Dès qu'un mot allemand correspondant à une réalité nouvelle arrive ici il nous faut créer un néologisme et le diffuser aussitôt. L'excellent diction-

naire romanche de 1938 est aujourd'hui dépassé et c'est bon signe. Ensuite il faut intégrer les nouveaux venus en leur faisant apprendre le Romanche. Surtout, il faut réduire l'émigration. A côté de cela, la division en 4 dialectes écrits est secondaire. Le temps aidant, presse et radio réduiront les écarts.

Le P.B. : Que produit actuellement votre langue ?

R. : Une littérature enfantine abondante, beaucoup de romans, 2 journaux hebdomadaires (au Nord-Ouest et en Engadine), 9 heures d'émissions radio diffusées chaque semaine, 1 heure de télévision par quinzaine. Nous obtenons une augmentation massive de ces horaires dès que nous serons en mesure de les assurer.

DU ROMANCHE AU BRETON : QUELQUES REFLEXIONS

On aura facilement noté, à la lecture des réponses du responsable culturel romanche, ce qui sépare et rapproche la situation des 2 langues. Petite communauté essentiellement rurale, contrainte à l'exode, les Romanches n'en bénéficient pas moins d'une situation légale fort enviable pour nous Bretons, et qui pourrait servir de modèle : les 4 000 enfants pré-scolarisés en romanche correspondraient, par rapport à la population bretonnante, à 60 000 petits Bretons au moins. On sait qu'il n'y a pas d'école maternelle en breton en Bretagne. On a vu aussi que la culture romanche est à peu près certaine de recevoir 150 millions d'anciens francs d'aide annuelle officielle. Cela correspondrait à 2,2 milliards anciens pour la culture bretonne. On reste également rêveur devant le dynamisme d'une communauté aussi petite et aussi dispersée, pourtant capable de tenter l'assimilation des nouveaux venus ! On reste confondu devant l'accord possible avec le patronat pour tenter de créer un centre industriel et culturel romanche, avec une priorité d'embauche aux Romanches. Mais dans ce domaine, l'exemple est inapplicable chez nous : on sait que sur les marges de l'Europe, comme de façon plus scandaleuse encore dans le tiers-monde, le capitalisme puise les surprofits qu'il peut accumuler en son centre, où l'exploitation du prolétariat est sensiblement moins brutale. Enfin, on notera que cette juxtaposition de conditions favorables ne sauve pas le Romanche, que l'émigration ne peut être stoppée globalement, que la mise en valeur projetée du territoire romanche est ponctuelle, incomplète et inégale, et que le processus touristique va, en fait, à l'encontre des buts recherchés. L'avenir d'une langue dépend aussi de la capacité du peuple qui la parle à prendre en main son destin, à définir et à contrôler son développement économique plutôt qu'à le subir.

Nécessaires et insuffisantes, telles nous paraissent les mesures prises par la Confédération Helvétique vis-à-vis de sa minorité romanche. Il n'empêche que les Bretons peuvent les envier et exiger le même respect pour leur langue.

J.J. Monnier.

RELAIS CHAMPENOIS
chez henry

5, rue Colbert - 56100 LORIENT

GUINNESS PRESSION

Ouvert jusqu'à 2 h du matin

A la lecture de votre éditio du n° 147, un « goût étrange venu d'ailleurs » m'envahit.

Voilà que vous croyez encore à la fonction élection-changement voire prise de conscience dans le plus pur style des valeurs éditées par la démocratie bourgeoise : « ...Il y a bien des exemples où le bulletin de vote fut le déclic qui détermina l'engagement politique. » (sic). Quels exemples ? Ce n'est pas un bulletin de vote, à mon sens, qui déterminera au sein des masses une quelconque prise de conscience politique. Le passé lointain ou récent est là pour vous le prouver. Votre romantisme électoraliste acceptant les règles de ce jeu de cons est dépassé ! Vous voulez balancer les « notables », vous faire entendre par « ce temps fort de la politique » (sic). Bon vous semble. Mais ne comptez pas sur moi pour entrer dans ce piège. Sartre disait un jour : « Si un parti révolutionnaire doit exister aujourd'hui il faut qu'il doisse le moins possible à une institution et qu'il conteste toute institutionnalité hors de soi mais d'abord en soi ».

Quant à votre conclusion, elle frise le raoclage. Les règles de l'art sont respectées : « ...Au second tour, nous voterons pour le candidat de gauche le mieux placé qu'il soit U.D.B., P.C., P.S. ou P.S.U. » Vous y croyez vraiment aux élections, gast ! Passe encore le P.S.U., mais sombrez dans la paranoïa réformiste. Peut-être toucherez-vous, vous aussi, quelques pots de vin ?

Salutations révolutionnaires

R. Saramito.
Quimper.

La lucidité révolutionnaire consiste aussi à se battre sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Pas systématiquement à côté. Quant à votre dernière interrogation, nous laissons le soin à nos lecteurs, et à vous-même, de juger si elle est ridicule ou démagogique... ou les deux à la fois.

LOCATIONS SAISONNIÈRES

VENTES - CONSEIL IMMOBILIER

AGENCE DE LA COTE
DE GRANIT ROSE

Manfard - TRÉGASTEL

Cartes préfectorales n° 4 - F.N.A.I.M. 9430

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST - Tél. 44-33-21



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

LES GALLOS SONT-ILS BRETONS ?

LE GALLO, LANGUE OU DIALECTE ?

Nos lecteurs, souvent intéressés par notre étude (P.B. de décembre et janvier), ont écrit nombreux et nous ont fait part de leurs remarques et de leurs critiques. H. Conan, de Paris, écrit :

« Affirmer... l'existence d'une langue galloise me semble relever d'une ignorance volontaire de la linguistique et des concepts qu'elle définit : langue, patois, parler... La langue est un système d'expression commun à une communauté. L'important c'est que ce système n'est pas basé sur le vocabulaire. Or, la seule différence qui apparaît dans votre article entre le gallo et le français, c'est que l'un est du roman, l'autre du roman... c'est-à-dire, puisque l'on prend le français institué langue, comme point de comparaison, le gallo est un dialecte français. Est dialecte toute variété régionale d'une langue. Les Gallos sont-ils bretons, je pense que l'article de Monnier, à part ce glissement irritant, le montrait bien ? »

Nous avons refusé la hiérarchisation, classique en linguistique, langue - patois - parler. Tout groupe humain, disposant d'un système de communication commun, d'un mode d'expression collectifs (vocabulaire, accent, sous et même structures) dispose d'une langue, de même que tout groupe humain a une culture ou un niveau de vie.

C'est le cas des Gallos, dont la langue a des caractéristiques qui diffèrent sensiblement du français actuel, comme le Corse diffère de l'italien officiel, fondé sur le florentin.

Le gallo n'est pas un dialecte français puis le français est né de la promotion, de l'amalgame et de la codification d'autres dialectes romans. Cette codification aristocratique du français a exclu des structures d'usage populaire très proches de celles utilisées en breton. On entend encore en pays gallo des phrases exclamatives du genre « et grand qu'il était », proche parent de l'exclamation bretonne identique.

GALLO ET BRETON

P. Combet, de Morlaix, nous précise :

« Pourquoi dire que l'ève vient du bas-latin. C'est un mot latin tout court : aqua a donné « ève » en gallo, « eau » en français, par un cheminement différent.

Feuil (hêtre) et Coniau (lapin) ne sont pas du tout des mots romans. Ce sont bel et bien des mots romans issus du latin. Feuil vient de fagus, qui a donné le breton « faou » (emprunt au roman), l'ancien français « fau », le gallo « feuil ». « Coniau » vient de Cuniculus qui a donné le breton « konikl » (emprunt au roman), l'ancien français « Conil », le gallo « Coniau », l'espagnol « Conejo ».

Nous avons supposé que la naissance des mots romans s'est faite,

en général, à partir du latin parlé vers la fin de l'Empire romain. C'est cette langue que nous avons appelée « bas latin ». Cela dit, la remarque de notre ami est très intéressante. Elle souligne la naissance parallèle de mots gallos et bretons à partir du latin parlé. On peut signaler que les mots français « lapin » et « hêtre », viennent, eux, de libero, romain « lapparo » et du germanique occidental (francique) « haistr » ou « haisi » (fourré).

UNE PREUVE ET UN ESPOIR ?

Hormis ces remarques linguistiques intéressantes, nos lecteurs semblent estimer que notre enquête « vient à son heure » : Nous sommes parfaitement conscients de ses limites : nous l'avons voulue brève (4 pages), au risque d'être allusifs et superficiels sur bien des points. Nos lecteurs comme nos militants ne manqueront pas, surtout en Haute-Bretagne, de poursuivre la documentation et le débat pour une meilleure connaissance de la dualité bretonne et pour un combat breton plus efficace, donc plus populaire. C'est là la conclusion toute provisoire de notre étude. Comme le souhaite notre premier interlocuteur, nous pensons, par le volet économique et social de l'enquête, avoir fourni « une preuve et un espoir à ceux qui assimilent immédiatement peuple à langue. Un espoir et une motivation pour tous ceux qui, ayant perdu leur langue, pensent avoir perdu leur identité ».

J.-J. M.

CONVAINCRE ET SEDUIRE

Je trouve que votre revue ne cesse de s'améliorer et la présentation en est très agréable et de qualité (il faut convaincre, mais aussi séduire !); je suis d'accord avec votre analyse d'ensemble du problème breton. Le posier en termes nationalistes est illusoire et dépassé; mais en terme de « peuple » (communauté ayant quelque chose de spécifique en commun), aliéné économiquement et culturellement, d'accord. J'aime votre façon de présenter les conflits sociaux. A cet égard, quelques chiffres ou statistiques sont parfois plus éloquentes que des discours vertueusement indignés. Dans votre numéro de février, j'ai aimé aussi votre manière très claire et nette de présenter le problème breton.

H. Padiou,
Budapest.

EH OUI, PAS DE PERMANENT AU P.B.

Je tiens à féliciter toute l'équipe du P.B. pour la qualité de ses informations. J'ai appris lors d'une réunion d'information sur l'U.D.B. et le P.B. qu'aucun d'entre vous n'était permanent. Vous méritez un sacré coup de chapeau : quel travail et quel dévouement à la cause de notre peuple.

Y. Barbe,
91 - Palaiseau.

NANTES EN BRETAGNE

Je suis lecteur de votre journal depuis plus d'un an. Après avoir effectué mon service militaire dans la région parisienne, je rentre dans mon pays, dans ce département qui fait malheureusement partie des « Pays de Loire » pour

le patronat et le gouvernement. Mais je suis Breton de cœur, malgré le handicap de la langue, et je prétends bien le rester. A ce propos, la Fête de l'Unité Bretonne a lieu à Nantes dans un mois je crois. Une bonne occasion de montrer notre unité.

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 10 F (1)
de soutien : à partir de 20 F (1)
un réabonnement (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
mandat-lettre (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

LE SCANDALE D'OUESSANT

(suite de la une)

aux exigences de la sécurité maritime. Comme pour le Torrey Canyon, il y a une incroyable faute de navigation : le sémaphore de Créac'h a signalé à temps au commandant qu'il était trop près des côtes et lui a proposé de l'aide. A bord on décline l'offre, pour annoncer un peu plus tard une panne de machine, et le vent jette à la côte le na-

vire paralysé. Deux possibilités : un équipage de débilés profonds ou bien on a fait exprès. A Ouessant, d'ailleurs personne ne se gêne plus pour parler de naufrage volontaire : un navire neuf qu'on s'appropriait à désarmer, c'était un capital mort. Avec l'assurance, l'armateur va maintenant rentrer dans ses fonds. Tant pis pour les iliens. Il faudra un beau culot au commandant du navire pour accuser les Ouessantins de piller son whisky. Même si c'était vrai (on parle plutôt dans l'île de ses propres poches, lourdes au débarquement), ça ne compenserait pas le millièmement du préjudice. Qui sont donc les vrais pirates ?

LES INCAPABLES

Le cas du Torrey Canyon avait mis en lumière ces problèmes. Mais quelle initiative a prise le gouvernement français pour la mise hors la loi des pavillons de complaisance, véritable piraterie légale ? Aucune : la droite ne touchera jamais aux puissances d'argent. Et comment le navire a-t-il pu rester deux mois à la côte sans qu'aucune mesure soit prise malgré l'évidence qu'il finirait par se briser, comme l'ont dit les Ouessantins dès le premier jour ? Une entreprise hollandaise s'était proposée pour vider les soutes, mais il fallait payer : armateur et assurances se renvoyaient la balle et l'Etat comptait les points. Ne pouvait-on prendre de décision ? On est parfois moins avare des deniers publics : combien coûtait le pompage, chiffré en inutiles heures de vol des inutiles Mirages de l'inutile base de Landivisiau qui survolent inutilement Ouessant tous les jours ? Pour agir, il y avait même une arme légale, le « plan Polmar ». Mais seul le premier ministre peut le déclencher et M. Chirac avait d'autres soucis. Les cantonales, par exemple. Et le préfet, infaillible par fonction d'autorité, déclarait qu'il n'y avait aucun risque.

OUESSANT EN COLERE

Le pétrole à la côte, on envoie quelques pauvres bidasses avec des pelles et des seaux. On emploie des détergents dont chacun sait qu'ils sont plus nocifs que le pétrole, et on creuse un grand trou pour mettre toutes ces saloperies, ce qui peut polluer une nappe phréatique déjà insuffisante. La connerie administrative a pris à ras de terre le relais de la logique capitaliste au sommet.

Aussi Ouessant est en colère et certains n'ont pas intérêt à se montrer. Un représentant de l'armement venu sur place s'est fait prudemment passer pour un expert intéressé par 40 t de peinture restant à bord. « Si le commandant revient, dit une iliennne, on le roulera à poil dans son mazout, et dans la plume après. Et pareil pour le préfet ». La commune a porté plainte : un procès qui dormira longtemps.

Qui se soucie en effet des Ouessantins ? Ce ne sont que des Bretons !!! L'économie de l'île périclète dans l'indifférence. On demande seulement aux iliens de « bien » voter, de fournir leur contingent de marins de guerre et de commerce, d'émigrés tous azimuts, et d'accueillir aimablement les touristes. Plus le pétrole quand logique capitaliste et incompétence préfectorale viennent se conjuguer. Pour que ça change, le nécessaire dépoussiérage des routines bureaucratiques ne suffira pas. Il faudra aussi des responsables politiques qui placent l'intérêt public avant celui des puissances d'argent.

François Le Gall

SOMMAIRE

PAGE 3

ANALYSE
DES RÉSULTATS
DES CANTONALES
EN BRETAGNE

PAGE 4

UN CLUB
MÉDITERRANÉE
A TRÉBEURDEN ?

PAGE 7 et 10

SUITE
DE NOTRE ÉTUDE
SUR LE LAIT

PAGE 11

LE PROBLÈME BRETON
DE BREST A NANTES

PAGE 13

POÈTES
BRETONS

PAGE 14

UNE MINORITÉ
EN SUISSE :
LES ROMANCHES

PAGE 15

COURRIER
DES LECTEURS

LA BIGORNE
Discothèque
CONCARNEAU

Composition mécanique - Lorient
Imprimerie Cornouaillaise - Quimper
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. N° 41.387
Tirage 8500 ex. - Dépôt légal : 2^e trimestre
Directeur de la publication : R. Leprohon.



Cliché Le Peuple Breton.

Des moyens de lutte dérisoires...
Les seaux et les pelles des bidasses du génie...



Cliché Le Peuple Breton.

...ou pires que le mal...
Les détergents qui détruisent tout le milieu marin.



Cliché Le Peuple Breton.

...ou totalement absurdes :
Le trou-dépotoir qui risque de polluer l'eau d'Ouessant.